

*ET SI POUR RÉSOUDRE LA CRISE
ON COMMENÇAIT PAR
RÉFORMER LA SOCIÉTÉ*

Cahier I

Une société moderne et solidaire à développement durable

Blanche de Weerd

Remerciements

Ma gratitude à Saïd Ahamada, Michel Bouanane, Eric et Claudine Demech, sans qui ces cahiers ne seraient pas ce qu'ils sont.

Mes remerciements à mes enfants qui sont à l'origine de ces cahiers et particulièrement à mon fils Jacques.

INTRODUCTION

***On n'attend pas l'avenir comme on attend un train. L'avenir, on le fait
(Georges Bernanos)***

Démarche pour une société moderne et solidaire dans un environnement durable

Faire la promotion pour soutenir et développer un environnement durable finit par donner des idées, surtout qu'à l'heure actuelle, nous n'avons comme propositions que des programmes politiques, qui ne sont pas de véritables projets de société. Or, nous sommes tous conscients que si nous ne réformons pas notre société, si nous ne bougeons pas, ce sont nos enfants et surtout nos petits enfants qui payeront l'addition de nos défaillances.

Apolitiques, réunis en club de réflexion, nous nous sommes posé des questions sur le devenir de notre société. Ayant comme base de travail le rapport Brundtland¹, il ne s'agissait pas de travailler uniquement sur notre environnement naturel, mais de cogiter sur l'ensemble des systèmes économiques, sociaux, politiques, technologiques, etc... qui sont la quintessence d'un système de société.

Notre réflexion nous a amené à comprendre que nous ne pouvions pas sortir d'une crise économique et sociale avec des raisonnements conformes aux idées d'aujourd'hui. Nous avons besoin d'imagination. Nous devons réinventer sans toutefois mettre au rebut tout ce qui existe.

Bien que très avancé, notre travail ne sera jamais fini. Mais devant la difficulté qu'on les instances gouvernementales et les partis politiques à trouver des

¹ Publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, le Rapport Brundtland (ayant pour titre « Notre Avenir à Tous ») a été nommé ainsi du nom de la présidente de la commission, la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Ce rapport définit la politique nécessaire pour parvenir à un « développement soutenable ».

solutions, pourquoi ne pas proposer au grand jour (au lieu de le garder en petit comité), un projet pour une société moderne à développement durable et soutenable incluant l'idée d'une vie meilleure permettant la création d'emploi pour tous.

Nos réflexions nous ont amenés à collecter celles-ci en plusieurs Cahiers.

Cahier Ier : Une réflexion sur notre société en tant que telle.

Cahier II : Une réflexion sur notre système économique.

Cahier III et suivants: À partir Cahier III, nous abordons des propositions de solutions sur les problèmes sociétaux, économiques, et politiques.

Certains diront qu'ils sont mieux placés que nous pour savoir ce que la France et les Français ont besoin. D'autres diront que c'est de l'utopie. Mais l'utopie, c'est aussi la sagesse de la folie. Avoir l'audace de croire qu'avec de la bonne volonté, on peut déplacer des montagnes. Nous avons sur ce sujet des références: Coluche a créé les « restos du Cœur », l'abbé Pierre les chiffonniers d'Emmaüs, et tant d'autres ont fait de grandes choses alors qu'ils n'avaient rien. Rien si ce n'étaient des idées simples. Avec une confiance indéfectible en ce qu'ils croyaient, ils ont lutté pour les autres, contre la faim, contre l'exclusion. Des idées tellement simples, que personne n'y pensait ou n'osait faire le premier geste, par peur du ridicule. Ils ont montré le chemin, et leurs œuvres continuent après leur mort.

Bien sûr, il faut être réaliste. Il faut qu'une utopie soit crédible pour se concevoir par le public et les politiques et être applicable. C'est ce que nous allons démontrer tout au long de ce projet. C'est mettre une idée au service de tous, et non vouloir mettre en place un pouvoir personnel.

Aujourd'hui, les opinions sont partagées entre vision d'une décroissance économique, dite « écologique », démarche contraire à une logique démographique, ou réamorçé cette dite croissance pour faire fructifier le capital, alors qu'à notre avis il est urgent de s'attacher au partage et à l'emploi des ressources naturelles.

Lorsqu'on parle de « développement durable » il ne suffit pas de s'en tenir aux rejets de CO², au recyclage des déchets ou au changement climatique. Il aurait été préférable à notre sens, d'employer et d'exploiter la signification du terme premier qui était celui de « développement soutenable », selon la définition proposée en 1987 par la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* dans le Rapport Brundtland, qui est : « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

« Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

« Au sens le plus large, le développement durable vise à favoriser un état d'harmonie entre les êtres humains et entre l'homme et la nature. Dans le contexte spécifique des crises du développement et de l'environnement des années 80, que

les organismes politiques et économiques nationaux et internationaux n'ont pas résolues – et ne sont peut-être pas en mesure de résoudre – la poursuite du développement durable exige les éléments suivants :

- un système politique qui assure la participation effective des citoyens à la prise de décisions,
- un système économique capable de dégager des excédents et de créer des compétences techniques sur une base soutenue et autonome,
- un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré,
- un système de production qui respecte l'obligation de préserver la base écologique en vue du développement,
- un système technologique toujours à l'affût de solutions nouvelles,
- un système international qui favorise des solutions durables en ce qui concerne les échanges et le financement, et
- un système administratif souple capable de s'auto-corriger. »

Sept points que nous reprendrons tout au long de ce projet.

« Ces conditions sont en fait les objectifs que devraient se fixer tous ceux qui entreprennent des activités, nationales ou internationales, dans le domaine du développement. Ce qui compte, c'est la sincérité avec laquelle ces objectifs sont recherchés et l'efficacité des actions correctrices. » (*Rapport Brundtland*)

Il faudra faire des choix

En nous permettant de produire et de consommer de façon anarchique, la société a fait de ses ressources énergétiques et agricoles, des ressources qu'elle croyait illimitées.² La surface non extensible des terres arables de notre planète par rapport à la démographie galopante de certaines nations, allié aux catastrophes naturelles, à la dégradation de notre environnement polluée par des milliards de tonnes de déchets, aggravent chaque jour les données. Grâce à une mauvaise gestion mondiale, nous allons logiquement vers une pénurie qui permettra une flambée des prix et l'enrichissement de certains et l'appauvrissement des autres. Si on ne change pas notre vision globale, c'est une utopie de croire que l'on pourra continuer à consommer les produits de l'agriculture, de l'énergie fossile ou des biocarburants au rythme actuel pour une population mondiale en constante évolution. Une partie n'en ayant déjà qu'un accès limité.

Il faudra alors faire des choix : Soit les pays dit « riches et développés » fermeront leurs frontières et regarderont le reste de la planète mourir de faim, soit nous serons dans l'obligation de réduire notre consommation de façon drastique, soit nous pouvons repenser les fondements de notre société en alliant croissance et partage.

² . Selon Raymond Barre, économiste, « La science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle étudie les formes que prend le comportement humain dans l'aménagement de ces ressources; elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction de besoins nombreux et illimités ».

Avoir une nouvelle optique

S'il est vrai que nous avons tous le souhait de profiter de toutes les technologies modernes ainsi que le désir de casser le rythme « métro, boulot, dodo », comment avoir l'argent nécessaire pour réaliser de telles ambitions ? Comment partager le travail et les revenus du travail sans léser personne ? Comment redonner espoir à nos enfants sur leur avenir, à ces jeunes qui ont le sentiment de contribuer à un modèle social dont ils ne sont pas sûrs de pouvoir en bénéficier le moment venu, notamment au moment de la retraite.

Les défauts principaux de nos institutions que la crise financière et économique mondiale ont révélé sont de cogiter sur des systèmes politiques, financiers et économiques dont les principales trames de direction ont été mises en place à la fin de la guerre. Dans de nombreux pays atteint par la crise de 2008, force a été de s'adapter et de réformer pour juguler les dettes publiques, mais ce ne sont pas des réformes en profondeur. Par frilosité, par peur de la rue ? Est-ce un bien ou un mal ? La rue a-t-elle raison ? Face à la réforme de la retraite, on a pu constater que les français sont contestataires. Pourtant ce sont eux qui ont élu leurs représentants à l'Assemblée Nationale ainsi que le Président de la République. C'est vrai qu'il est difficile d'admettre, que soit remis en cause les résultats des revendications pour lesquelles ils ont lutté pendant des années et qui sont devenues ce qu'ils appellent des « droits acquis ». Parce que c'est à coup de grèves puis de négociations, que les français par l'intermédiaire des syndicats ont « acquis » certaines avancées sociales indispensables. Les véritables réformes sont toujours des questions qui fâchent et devant lesquelles autant les politiques que les syndicats reculent. Du coup, nos parlementaires se risquent seulement à faire des modifications qui ont prouvé avec le temps qu'elles n'étaient pas en adéquation avec la réalité.

Tout notre système social, environnemental, économique est à repenser. La France étant un pays de normes et de réglementations, plus il y a de technologies qui abolissent heureusement l'esclavagisme du travail, plus il y a de réglementations qui déshumanisent l'individu. Favoriser la socialisation, la solidarité, rendre sa place au respect de la personne sont des priorités. Il faut adapter le travail et l'emploi à l'homme, et non l'homme à l'emploi, tout en gardant en mémoire que nos concurrents n'ont pas la même optique, tout au moins pour l'instant. L'individu ne doit pas devenir un esclave du pouvoir de l'argent, d'un contrat de travail ou d'une machine. Ce ne sont pour lui que des outils. Dans le même état d'esprit, que ferions-nous si pendant huit jours tout le monde était privé d'Internet et de télévision ? Se parlerait-on de nouveau ? Les enfants joueraient-ils dans les squares ? Cela ne veut pas dire qu'il faille supprimer Internet et la télévision. Il faut apprendre à s'en servir comme d'un outil, et non comme un lien dont nous dépendons et qui nous rattache à une machine et déshumanise nos rapports avec nos voisins.

Que ce soit pour une question de mondialisation, de liberté, d'égalité ou de choix, il faut impérativement ajouter à nos questionnements de pensées sociétales des réponses pratiques : Et si nous faisons tous la même chose, en même temps, que se passerait-il ? Est-ce que se serait bien ? Si par exemple, nous prenions tous notre

repos le dimanche, il n'y aurait plus de bus, d'électricité, de gaz, de trains, de soins donnés aux malades, de pompiers, de policiers, etc....

Quel plus bel engagement peut-on avoir que de désirer un projet de société moderne à développement durable pour un pays comme le nôtre, dans une région tempérée, à taille humaine, diversifié géographiquement et culturellement.

Il nous faut être innovateur, créateur, réformiste. Actuellement, lorsqu'on parle d'innovation, on pense immédiatement économie de marché, prise de parts de marché, inventions techniques pouvant être mises sur le marché. La nouveauté n'est pas forcément une « denrée » de plus pour consommer. Il nous faut créer de nouveaux objectifs, un nouveau mode de pensée et de vie. Nous sommes trop spectateur de notre existence, alors qu'il faut en être acteur. Ne pas avoir peur du changement, des objections. Il y aura toujours des critiques et elles sont plus que nécessaires. Elles sont vitales. Cela signifie que, premièrement on est écouté, deuxièmement, qu'on intéresse, troisièmement, que le projet peut être amélioré. Que ceux qui nous écoutent ne sont pas indifférents au sujet. L'indifférence étant le début du rejet des uns et de la dictature des autres.

Peut-être que si l'on fait encore tellement référence à mai 68, c'est que l'on retient le courage des étudiants et des femmes qui – pas seulement en France - ont remis en cause les mœurs de l'époque. Ils proposaient un nouveau modèle de société, alors que maintenant nous sommes seulement dans la contestation et les « on devrait faire », « on aimerait beaucoup que », « on souhaiterait que », « nos vœux sont ». Dommage que la génération de 68, nombriliste, se soit beaucoup aimée, sans penser aux générations futures, et se soit endormie dans un doux ronron, se contentant de ce qu'ils avaient obtenu, laissant une société avide d'argent et de pouvoirs détruire leurs idéaux.

Nous ne sommes pas le seul pays avec ces problèmes. Quarante ans de réformes ont alourdi les structures, multiplié les organismes d'état. Beaucoup ont compris qu'ils ne pouvaient plus continuer avec les organisations étatiques en place. Certains états ont déjà eu le courage de les repenser, d'autres y songent.

Tout comme l'a écrit en mai 2004, la Présidente du Trésor de l'Etat québécois Monique Jérôme-Forget « ... cette adaptation est inéluctable. En la matière, le statu quo n'est pas un choix responsable. On ne peut placer le Québec à l'abri de la mondialisation ou des conséquences des changements démographiques. On ne peut exiger plus d'effort de contribuables ... On ne peut imaginer alourdir indéfiniment notre dette collective, et reporter sur nos enfants notre incapacité à ajuster nos dépenses à notre richesse ... pour accroître et prospérer, pour rester fidèle à nos idéaux de justice et de compassion et conserver les services publics auxquels nous tenons, nous devons repenser nos façons de faire. Il faut recentrer l'action de l'Etat sur ses missions essentielles, faire confiance aux régions et à ceux qui agissent en première ligne, s'ouvrir aux partenaires et aux pratiques novatrices, privilégier les services aux dépens des structures »

OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

Nous sommes l'été 2010. La Grèce appelle au secours, l'Europe va mal, l'euro est attaqué. Mais bien avant les élections présidentielles françaises de 2007, en l'occurrence bien avant la crise des subprimes, nous étions déjà nombreux à nous poser ces questions qui malheureusement restent d'actualité : « Pourquoi des entreprises licenciaient-elles leurs salariés alors qu'elles engrangeaient des bénéfiques ? Pourquoi une personne sur dix était-elle au chômage ? Pourquoi y avait-t-il autant de violences urbaines dans un pays en paix et plus particulièrement dans certains quartiers ? Comment pouvait-on trouver en France, des « Sans Domicile Fixe » ayant un emploi en C.D.I à temps complet ? Comment pouvait-il y avoir des retraités, personnes âgées ayant travaillé toute leur vie, qui ne pouvait plus payer leur loyer ? Pourquoi des hommes, des femmes mouraient-ils de froid dans un pays dit « riche » ? La liste déjà longue continue de s'allonger.

Toutes ces questions sont toujours restées sans véritables réponses.

A l'heure actuelle, l'information et les documentaires diffusés par les médias ont rendu notre planète plus proche de nous. En plus de la question récurrente d'un développement durable pour tous nos continents, ils nous ont permis de prendre conscience de la gravité et de l'urgence de la sauvegarde de celle-ci ainsi que des problèmes de sa population. Comme par exemple, celui des enfants mourant de faim dans le monde³, alors que nous jetons de l'agro-alimentaire pour que les prix se maintiennent.

Les populations ont besoin de se nourrir, de gérer leur capacité à vivre, là où elles sont nées. Les problèmes des états israéliens, palestiniens, africains, ont des points communs, notamment celui de l'eau.

Et la finance en joue et en jouit. Les matières premières fossiles permettant la consommation énergétique ne sont pas illimitées. Tous les financiers en sont conscients. En est-il de même pour l'agro-alimentaire ? Ils le pensent, aussi spéculent-ils dessus. C'est un pari qu'ils prennent sur le futur portant sur l'évaluation du calcul entre les natalités, la longévité accrue de la population et la raréfaction future des biens de consommation produits par la nature grâce à une mauvaise gestion de l'homme.

Mais si nous avons pris conscience que nous devons préserver par un développement durable nos ressources énergétiques, agricoles et réduire notre

³ *La faim dans le monde touche un milliard de personnes et prend des proportions inquiétantes dans près d'une trentaine de pays, selon un rapport de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), publié lundi 11 octobre*
<http://fr.news.yahoo.com/64/20101011/tfr-un-milliard-de-personnes-ont-faim-da-a2f96e4.html>

pollution, nous avons moins conscience de la fracture sociale à l'échelle mondiale et de ses répercussions.

Elle s'est rappelée brutalement à nous en 2007. Parce qu'aux Etats-Unis des familles ne pouvaient plus payer les crédits de leurs logements, une crise financière a éclaté touchant le monde entier. Ainsi a été malheureusement démontrée la théorie du battement d'aile d'un papillon à Tokyo déclenchant un cyclone à New York. Mais avons-nous bien mesuré les enjeux qui ont déclenché cette crise et les implications qui en ont découlé ? Il a fallu que les états pallient en urgence le désordre financier suivi d'une crise économique. On pourrait se poser la question de savoir si ce n'était-ce pas plutôt une crise concernant l'organisation de la société entière, qui nous a conduits vers une crise économique dont nous n'arrivons pas à nous relever ? La mondialisation s'étant imposée qu'on la veuille ou non.

Mis à part la question du changement climatique, dont nos politiciens prennent conscience de l'enjeu au niveau planétaire, la globalité du monde dont nous dépendons est-elle devenue sans importance à nos yeux ? Oublier de prendre en compte la démographie galopante de certains pays, tout comme celui de la dénatalité dans d'autres, serait une grave erreur, parce qu'ils déstabilisent aussi l'économie d'un pays.

En tant qu'individu, nous avons tendance à refuser le partage. Pourtant, de par le monde, il y a de plus en plus de riches et de plus en plus de pauvres, dû au dérèglement de l'économie et de la finance par le système des vases communicants. Plus il y a de riches, riches, et forcément plus il y a aura de pauvres, pauvres. Ce qui autrefois était à la taille d'un village est maintenant à la taille de la planète.

N'oublions pas que nous sommes humains avec tout ce que cela comporte d'altruisme, d'héroïsme et de bassesses, et que la richesse que l'on constate chez le voisin peut donner un sentiment de jalousie, de convoitise ou d'envie. On souhaite la même chose chez soi et pour soi. Si l'individu ne peut se le procurer par l'instruction, le progrès technique, l'emploi, la rigueur de la socialisation, un niveau de vie décent, un gouvernement stable, il se l'appropriera par la violence.

Que peut-on faire pour y remédier ? Sommes-nous devenus inconscients pour ne pas mieux réagir ou tout simplement croyons-nous que ce sont des fatalités devant lesquelles nous sommes impuissants ? On peut donc se poser la question : comment en est-on arrivé là, alors que nous avons à notre disposition toutes les cartes, quelles soient politiques, humanitaires, ou économiques, les distances et les moyens techniques n'étant plus un réel problème. Est-ce une solution étatique ou un engagement de chacun qui pourrait changer quelque chose ? Des scandales, dont certains récents, comme celui des enfants du Darfour, nous ont montré que nous avons le cœur, mais pas la bonne méthode. On remarque que de quelque côté que l'on se place, état ou particulier, une solution, engagée dans l'urgence, sans réflexion, sans négociation, peut se révéler néfaste. Il s'agit donc d'agir dans la concertation avec tous les partenaires pour trouver la meilleure des solutions, ou tout au moins la moins mauvaise acceptable par tout le monde.

On s'aperçoit ici que nous sommes dans l'engrenage de la précipitation. L'habitude prise avec les médias, d'avoir des informations et des commentaires journalistiques

sur le vif depuis l'autre bout de la planète, nous impose une réaction précipitée. Dès qu'une information est connue, les journalistes se ruent sur les politiciens pour leur demander leurs opinions, alors que ceux-ci n'ont pas eu le temps de prendre du recul sur la connaissance du dossier. Du coup, on ferme volontairement les yeux sur ce qui nous dérange, ou on s'enflamme, sans chercher à comprendre. Sous la pression des médias, les politiques ne travaillent plus en profondeur, faute de pouvoir prendre du temps et de la réflexion.

En politique comme au quotidien, prit dans cet engrenage, on vit dans l'impatience, on s'impose d'aller toujours de plus en plus vite, selon la maxime : « le temps c'est de l'argent ». On est de plus en plus stressé, on devient de plus en plus agressif. Avons-nous peur à ce point de l'avenir ou bien est-on obnubilé par la course à la production, à l'argent, au pouvoir ?

Si en tant qu'individu, nous pensons famille, environnement immédiat, les lobbies et les états pensent pour nous mondialisation et uniformité. En Europe, l'ouverture des frontières et le Conseil de l'Europe nivellent les cultures locales. Pourtant, en tant qu'individu, nous n'avons jamais autant recherché nos racines à travers la généalogie, les bâtiments, les coutumes, ou les langues. Nous essayons de préserver notre patrimoine et même de faire inscrire notre cuisine régionale au patrimoine mondial de l'U.N.E.S.C.O⁴, afin que celle-ci perdure. Plus nous devons nous unir afin de lutter pour sauvegarder notre planète et notre civilisation, plus nous nous divisons sous prétexte de garder, entre autre, notre mémoire culturelle. La scission de plus en plus marquée des conceptions de cultures en est un exemple. On revendique d'être bretons, basques, flamands, catalans

Aussi, tout en acceptant cette mondialisation à laquelle nous ne pouvons tourner le dos :

- Comment garder, en tant qu'individu, cette mémoire en permettant notamment aux langues régionales de s'exprimer, alors même que les différentes racines linguistiques rendent difficiles la compréhension mutuelle entre ethnies ? Une langue unique étant la garante du ciment d'une nation.
- Comment donner du pouvoir au régionalisme, sans perdre cette union dont on a tant besoin ? Car donner le pouvoir aux régions, c'est aussi leur donner le goût du pouvoir et le moyen de s'affranchir, à terme de cette union. C'est favoriser une région riche qui ne souhaitera plus à échéance devenir solidaire d'une région pauvre et encore moins d'un pays. Mais comment subsistera-t-elle en autarcie ainsi que les autres régions et par conséquent le pays tout entier ?
- Comment donner du travail à tout le monde tout en garantissant la libre circulation des matières premières et des produits finis ? ?

⁴ 16 novembre 2010 Le « Repas gastronomique des Français » vient d'être inscrit au patrimoine immatériel de l'Humanité par les experts de l'Unesco réunis à Nairobi au Kenya. C'est la première fois qu'une cuisine dans le monde accède à ce statut.

- Comment permettre à chaque citoyen de vivre jusqu'à la fin de sa vie, en garantissant à chacun des droits inaliénables de formation, de logement, etc...
- Comment ne pas laisser à nos enfants des cadeaux empoisonnés comme les dettes nationales ou un environnement pollué ?
- Comment et surtout ne pas oublier qui nous sommes ?

Dans notre réflexion, la mondialisation ne doit pas nous faire oublier notre pays et ses habitants. Il faut d'abord faire le ménage chez soi avant de balayer chez les autres.

Travaillez pour le présent, mais aussi pour le futur

Travaillant sur un temps présent et futur, nous n'inventons rien. Nous ne faisons que reproduire avec des variantes des schémas déjà écrits. L'histoire avec un grand H, nous l'a enseigné. Servons nous de l'expérience de nos ancêtres. Ne pensons pas que nous avons LA solution. Nous pouvons avoir DES solutions. Ne croyons pas que tout est acquis, qu'un pays développé peut se reposer sur ses lauriers. Restons modestes devant les événements. Combien de civilisations ont disparu au profit d'autres, plus pauvres ou plus agressives, à la conquête d'espace et de nourriture ? Les Français, en 1939 pensaient que la ligne Maginot était « inviolable ». Plus tard, les Allemands jugeaient que les bunkers de la Manche empêcheraient le débarquement des alliés en Normandie. Les civilisations, les nations ou les populations qui ont le dos au mur bénéficient de ce pouvoir de renverser n'importe quel obstacle.

Nous ne pouvons que constater qu'il y aura toujours des questions conjoncturelles et structurelles qui ne seront pas posées, et que toutes les réponses ne seront pas données. Elles viennent au jour le jour, suivant la politique et les enjeux mondiaux. Chaque jour, chaque événement, change les données. L'assassinat d'un leader politique appelé à gagner les urnes, l'élection d'un président dans un autre pays ou un crack boursier font que la politique mondiale évolue et que nous devons nous y adapter.

Il faut pourtant qu'une ligne générale soit donnée autant à notre politique nationale, qu'aux principes généraux et généreux des droits de l'Homme que nous souhaitons promouvoir en politique internationale et que cette politique soit suivie. Parce que c'est nous, les citoyens, qui écrivons l'histoire que nous enfants apprendront sur les bancs de l'école. Parce que c'est nous qui en ferons ce qu'elle sera. L'élection du Président américain Barack Obama nous a démontré que rien n'est impossible et qu'il ne faut pas croire à une fatalité contre laquelle nous ne pouvons que baisser les bras. Il ne faut plus croire que nous ne pouvons rien faire. Osons agir !

Evitez de regarder le passé

Pourquoi fait-on encore référence à mai 68, au Général de Gaulle, alors qu'en plus de quarante ans, bien des choses ont changé, entre autres, grâce à :

- La liberté de circulation des marchandises et des voyageurs à travers l'Europe et dans le monde.
- La rapidité des transports.
- L'informatique et la robotique qui accélèrent l'émergence d'autres découvertes.
- Une information qui nous parvient depuis les antipodes au moment où elle est émise par l'intermédiaire des médias, de la télécommunication, de la satellisation.
- La médecine qui nous permet de vivre plus longtemps (la moyenne française est passée de 70 ans en 1968 à 78 ans pour les hommes et 85 ans pour les femmes en 2010)⁵
- La prise en charge par les femmes de leur fécondité.

A force de se poser des questions, on peut constater l'existence d'un dénominateur commun. Sous toutes ses formes, le progrès technique est une des composantes entrant dans le développement de la mondialisation, ainsi que dans l'évolution de notre mode de vie.

Comme pour tout, il y a le revers de la médaille. L'accroissement du pouvoir d'achat et le progrès sont des drogues. Plus nous en avons, plus nous en voulons. Nous sommes tous des drogués. Des drogués de la consommation. Des drogués des dépenses énergétiques : carburant, électricité, fuel et d'autres provenant de diverses énergies fossiles, Ils font de nous des esclaves consentants. Nous travaillons plus pour pouvoir nous les payer. C'est pourquoi nous avons l'impression - et ce n'est pas seulement une impression - que notre pouvoir d'acheter s'amenuise, parce que l'on désire se procurer le dernier écran de télévision à haute technologie, le portable de dernière génération, le P.C le plus performant, les fruits et légumes hors saison qui viennent des antipodes, les soins qui font de nous des personnes âgées alertes. Parce que notre éducation n'admet plus la frustration que le marketing développe avec les publicités de rêve.

Avec le progrès, nos besoins personnels ont évolué. Dans les années 50, nous étions satisfaits avec un appartement sans salle de bains, seulement un lavabo dans un coin, le téléphone fixe, les légumes de saison. On ne connaissait pas Internet, le T.G.V, les fraises en hiver. La moyenne d'âge des français était de 65 ans. On respirait, parce que l'on venait de traverser une guerre avec tout ce que cela comportait de sacrifices et de restrictions. On était moins stressé. Nous n'étions pas encore entrés dans la société de consommation du jetable. On réparait, on raccommodait, on transformait, on gardait « parce que cela pouvait servir un jour » disaient nos grand'mères. Notre pouvoir d'acheter était en relation avec nos besoins et nos envies. Le crédit n'était pas entré dans les mœurs. On vivait à cette époque dans l'ère du développement soutenable sans le savoir. Avec la société de consommation, nous sommes passés à la civilisation de l'éphémère.

En réalité, notre pouvoir d'achat a augmenté avec les années, mais nos besoins ont évolué et notre « pouvoir d'acheter » n'est plus en rapport avec nos envies de technologies et de confort. Bien que les statistiques nous disent que la classe

⁵ Référence : Source I.N.S.E.E

moyenne des Français évolue autour de 52% des habitants⁶, c'est-à-dire que normalement cette classe sociale devrait « vivre dans l'aisance » celle-ci vit quand même à crédit. On ne peut tout payer, le loyer ou l'achat de la maison, les intérêts des crédits, la nourriture, les complémentaires de santé, prévoir la retraite, les impôts, les vacances et les sorties, les transports, l'achat, l'entretien et les réparations de l'électroménager et de la voiture, les assurances, et même le petit resto où l'on aimerait bien manger de temps à autre. Nous sommes contraints la plupart du temps à dépenser plus que nous ne gagnons, parce que nous avons ajouté à nos besoins de base, dont se contentaient nos arrières grands-parents, des besoins de confort indispensables (machine à laver, télévision...) et d'autres devenus obligatoires pour travailler : voiture, accès à Internet, téléphone portable,

Comme pour chaque grande avancée technologiques, les modes de communication et notamment Internet ont changé notre mode de vie. Ne clamons pas, comme certains théoriciens écologiques essaient de nous le faire dire, que c'était mieux avant et vouloir revenir en arrière. C'était différent. Le progrès, qu'il soit technologique, scientifique ou médical est une courbe exponentielle qui ne peut s'arrêter sans que notre mode de vie confortable ne subisse un retour en arrière à plus ou moins long terme. La dégradation étant apportée par la mutation des microbes, la pollution etc... Le progrès est seulement plus rapide que notre adaptabilité culturelle, politique, sociale et individuelle.

Chaque avancée technologique, chaque découverte scientifique a son côté positif et son côté négatif. Chaque progrès bienfaisant est, si on n'y prend garde, transformé par l'individu en arme. Les découvertes de Pierre et Marie Curie sont à l'origine de la radiographie médicale, mais elles sont aussi le commencement des recherches sur la fission nucléaire. Les théories d'Albert Einstein sont à l'origine des centrales nucléaires, mais aussi de la bombe atomique. Internet n'échappe pas à cette règle. Il nous permet une communication individuelle internationale en temps réel, il est une véritable encyclopédie nous renseignant sur tous les sujets, mais il peut être aussi le roi de la désinformation.

Avec les temps modernes, le progrès est devenu une idéologie, une obsession, une arme entre gouvernants, entre pouvoirs. On se sert du progrès pour tuer plus facilement son ennemi, pour asseoir sa souveraineté sur le monde. Le Général de Gaulle, dans son appel du 18 juin 1940, le souligne : « Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pouvons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là. »

Tout le monde a besoin du progrès à travers la recherche, mais principalement l'Etat et les entreprises parce que le progrès engendre la richesse et le pouvoir. Que se soit pour la recherche médicale ou aérospatiale ou dans d'autres domaines, c'est une nécessité vitale dans la course non seulement au développement, mais également au maintien économique d'un pays. Sauf que le marché français, heureusement ou malheureusement, (le sujet sera développé plus tard) trouve un

⁶ *Observatoire des inégalités*

http://www.google.fr/#hl=fr&expIds=17259,17291,27744&xhr=t&q=niveau+de+vie+des+fran%C3%A7ais+52+%25+touchent&cp=0&pf=p&sclient=psy&site=&source=hp&aq=f&aqi=&aql=&oq=&gs_rfai=&pbx=1&fp=5143ff45e839c64f

frein avec le principe de précaution⁷ inscrit dans la Constitution de notre République en 2005. Principe qui consiste à poser des questions sur les effets d'un progrès scientifique ou technologique pouvant avoir des répercussions sur la santé ou l'environnement avant de mettre un produit sur le marché.

Le principe de précaution ne pose pas que des questions techniques. Il pose aussi des questions morales, avec des sujets tels que le clonage, la stabilisation des cellules sur l'humain, progrès indéniable qui risque de poser des questions de déontologie et d'éthique? Pourquoi faut-il qu'il y ait un drame, pour qu'une loi soit votée sans avoir débattu du sujet? Sujets de société dits « délicats », qui nous toucheront tous, un jour ou l'autre. Il est regrettable de légiférer dans l'urgence, sous le coup de l'émotion. Ne vaut-il pas mieux légiférer en impliquant notre cœur, autant que notre sens moral, avant que des dérives irrémédiables se manifestent? Il ne faut pas séparer le progrès de l'éthique. Il ne faut pas séparer le progrès du pourquoi et du comment, de ce que nous sommes et de ce que nous voulons devenir.

Il manque quelque chose d'essentiel

Dans ces constats qui pour certains pourraient représenter un inventaire à « la Prévert », ne manque-t-il pas quelque chose d'essentiel? Nous avons parlé de société, mais la société est composée d'individus présentant un potentiel mesurable de main d'œuvre et d'intelligence. Les pouvoirs, - quels qu'ils soient - ont donné à l'humain, en tant qu'individu la place d'un pion sur l'échiquier mondial. On ne lui a pas posé pas la question : **Que souhaite-t-il? Quels sont ses besoins, ses désirs, ses rêves?** L'argent est indispensable, mais il ne résout pas tous les problèmes.

Si ainsi que le supputent les dirigeants politiques et commerciaux, nos désirs sont basement matériels, le fait de travailler plus pour produire plus devrait nous satisfaire. Cela suffira pour augmenter le taux de croissance, le P.I.B, pour continuer à parader dans la liste des pays développés. C'est ainsi que chaque service, chaque geste ou parole se paie ou va se payer. Plus rien ne sera gratuit. Petit à petit, c'est ce qui se passe. En paramétrant mathématiquement l'environnement, le bien-être culturel et sanitaire, les économistes leurs ont donné une valeur monétaire. Ce n'est plus seulement le travail qui est rémunéré, mais aussi l'air que nous respirons. Si votre tête ne « revient pas » à un inspecteur du travail, une aide au voisin pourrait bientôt être taxée de travail au noir, même s'il est gratuit. Les statistiques ne prennent pas en compte la pollution d'une rivière, mais intègrent dans leurs estimations, la circulation automobile parce qu'elle fait vendre des voitures et de l'essence, ce qui entre par conséquence dans le calcul du

⁷ Internationalement admise, la précaution désigne la situation dans laquelle les connaissances sont insuffisantes pour établir scientifiquement l'existence d'un risque de dommage de grande ampleur dû à une activité humaine (organismes génétiquement modifiés, ondes des antennes de téléphonie mobile, nanomatériaux, gestion des déchets nucléaires ultimes, curieusement peu évoquée, etc.), susceptible d'affecter l'environnement, la santé publique et la sécurité alimentaire
http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/09/23/prevention-ou-principe-de-precaution-une-question-insoluble-scientifiquement_1415106_3232.html

taux de croissance. Abaisser le taux de circulation automobile et la vente des voitures abaisseront le P.I.B.

L'économie politique ne peut se passer d'une pensée humaniste pour notre futur. On ne peut se contenter de la croissance économique. Ni la beauté d'un coucher de soleil, ni l'odeur d'un chèvrefeuille ou d'un mimosa ne peuvent être monnayés. Si l'on peut mettre en formules mathématiques le potentiel créatif des humains, on ne peut mettre en équation les sentiments et les désirs. Notre réalité de l'instant présent et de notre futur a aussi d'autres besoins que celui de l'argent. Même et surtout si l'argent est nécessaire, notre présent doit, avant tout, être une idée de notre devenir. Comment le souhaitons-nous ? Replié sur nous-mêmes ou plus ouvert sur le monde ? Anticipant un manque de ressources et souhaitant laisser à nos enfants une planète préservée ou « après nous le déluge » ?

Les lois adaptent l'éthique à l'économie, à la consommation et non le contraire. L'homme politique et certains philosophes, ce sont au fil des années, transformés en financiers. L'éthique est devenue fluctuante comme la monnaie. Nos valeurs morales changent, nos comportements aussi. Ce serait bien, si c'était pour aller vers un mieux-être pour tous. C'est grave, si c'est pour laisser une partie du globe et de nos propres concitoyens sur le bord de la route.

LES BESOINS D'EXISTENCE DE L'INDIVIDU

L'individu n'a pas que des besoins matériels.

D'imminents érudits se sont répandus en explications reposant sur des évènements politiques, économiques, sociologiques ou historiques pour expliquer les motivations qui ont provoqués les soubresauts de la géopolitique passée, zappant certains motifs, qui sont souvent, non des faits, mais des émotions, des sentiments. Par exemple, pourquoi, sous l'Ancien Régime, les émeutes avaient à leur tête des femmes et non des hommes ? Vous nous donnerez des explications dans les guerres lointaines, un mauvais hiver, une mauvaise récolte. « Une femme, vous répondra plus simplement : parce que mes enfants avaient faim et que je n'avais pas de quoi leur donner à manger. » Parce que si les hommes peuvent admettre d'endurer la faim, le froid, les femmes n'en sont pas capables, quand elles entendent leurs enfants pleurer (le motif partant ici d'un sentiment : la colère). Elles se révèlent des lionnes lorsqu'il s'agit de défendre ou de nourrir leurs petits. Il ne faut pas chercher plus loin. On analyse rarement, si ce n'est jamais, les sentiments (sentiments et pas motivations) et les besoins de ceux qu'on appelle la majorité silencieuse et qui se désintéresse de la politique des politiciens. De la même manière, on ne se demande pas assez pourquoi en France tant de personnes⁸ souffrent de dépression nerveuse, sans compter les personnes stressées. Les suicides de salariés sur leur lieu de travail auraient dû en tirant la sonnette d'alarme, poser la question.

Il est indéniable qu'hommes et femmes ont surtout des besoins matériels, sans lesquels ils ne peuvent survivre, notamment alimentaires. Pour vivre décemment, il faudra ajouter des besoins en énergie, services, transports, logements , les besoins évoluant avec le progrès, les époques et les mœurs.

Si l'individu représente mathématiquement une somme de travail, les besoins d'existence qui lui sont nécessaires pour vivre sont autant philosophiques, émotionnels que basement matériels, afin que sa vie soit justifiable par lui et pour lui. Les publicitaires ont bien compris les besoins de l'individu. Certes, ce sont des besoins matériels, mais le marketing surfe sur les sentiments. Il crée l'envie pour la

⁸ En France, de 6 à 10 p. 100 des hommes et de 12 à 20 p. 100 des femmes souffrent d'une forme quelconque de dépression durant leur vie, et des études indiquent qu'aux États-Unis, pas moins de deux personnes sur dix présentent de sérieux symptômes dépressifs à un moment ou un autre de leur vie. Si les troubles de la dépression touchent hommes et femmes de tous âges et de toutes les couches de la société, les études montrent que les femmes en sont plus souvent victimes.

http://fr.encyclopedia.msn.com/encyclopedia_761578989/d%C3%A9pression_nerveuse.html

chose, celle-ci devenant un manque, un besoin, une nécessité, un but. Il va commencer par le faire rêver.

Mais les besoins sont comme les inventions, ils peuvent être le meilleur et le pire de la race humaine. Ils peuvent en être sa croissance ou sa destruction selon leur éthique et leurs utilisations. Nos aïeules le savaient bien, (« elles » qui dépendaient entièrement de leur mari) disaient que « les besoins de la gente masculine » se situaient en dessous de la ceinture : nourriture et sexe. C'étaient avec cela que les femmes gouvernaient les hommes, donc le monde. N'ayant, selon les époques, aucun pouvoir, elles avaient contourné la question en agissant sur les besoins et les désirs de leur mari ou de leurs amants.

Malheureusement, les besoins matériels lorsque les besoins vitaux sont assurés, entraînent certaines dérives sur lesquelles il faut se pencher : abus de pouvoir, dérives financières

L'individu et le besoin du pouvoir

L'exercice du pouvoir a toujours fasciné les hommes. En fait c'est lui qui mène le monde. Depuis sa naissance, l'individu essaie d'exercer son pouvoir. Les pleurs du bébé ont un pouvoir sur son entourage et il apprend vite à s'en servir. Plus grand, c'est dans les cours de récréation, qu'il essaiera d'exercer son pouvoir. L'aîné exercera son pouvoir sur le petit frère ou la petite sœur. On est toujours le « chef » de quelqu'un. Que ce soit dans le cadre de la famille ou du travail. Dans le cadre d'un état ou dans le cadre d'une association marginalisée hors de la société de droit, (sectes, gangs, certaines bandes de jeunes....).

Le pouvoir, selon la manière dont il est employé peut être nécessaire, propice, bienfaisant, ou malsain, pervers, cruel.

Tous les supports sont bons pour exercer le pouvoir.

- Suggestif, à travers la publicité, les médias, le marketing, la société de consommation.
- Obligatoire à travers la loi, la réglementation, les normes.
- Soit encore, insidieux, subordonné à notre propre volonté parce qu'il aura pu nous rendre dépendant par l'alcool, la drogue, le tabac, le sexe, le jeu, les antidépresseurs, le travail, la nourriture.....

L'individu demande à l'Etat, par l'intermédiaire de la loi, des repères pour définir les limites du pouvoir des gouvernants et des autres citoyens, car tous les moyens sont bons pour exercer le pouvoir. Il pense trop souvent, que ce pouvoir sera limité pour les autres, mais pas pour lui. Le pouvoir règne, soit par le contrôle des organismes de l'état, la hiérarchisation, le niveau des revenus, l'éducation, soit par la séduction, le charisme d'un individu, soit par l'agression. Il règne aussi par l'intermédiaire de l'argent, de la corruption, sans oublier les pressions financières des lobbyings. Certains gouvernants exercent leur pouvoir en se maintenant, si ils sont contestés, avec des régimes de plus en plus policiers, puis militaires, jusqu'à susciter une guerre civile qui peut d'ailleurs lui être favorable. Ou encore être inquisitorial, comme celui qui régna dans nos régions jusqu'en 1560.

Il faut être réaliste. Dans notre monde, tout s'achète, et il faut avouer que nous sommes tous achetables moralement ou matériellement, à quelque niveau que ce soit, depuis la mère qui cède par lassitude devant les demandes répétées de ses enfants, au gouvernement d'un état qui « négociera » de très grosses ventes, des achats de matières premières, de matériels, ou des aides.

Le pouvoir de tout individu devrait rimer avec responsabilité. Or le pouvoir va fréquemment avec le sentiment d'ego supérieur, de potentat dictatorial. « Je règne, donc on me doit obéissance, aux autres de se débrouiller et de me servir ; je n'ai aucun devoir, que des droits ». C'est pourquoi trop souvent pouvoir et violence vont de paire :

- Violences conjugales
- Harcèlement moral
- Harcèlement sexuel
- Agressions verbales, physiques

Ces différentes agressions en sont les manifestations. L'individu agit agressivement pour provoquer l'obéissance par la peur chez sa victime afin d'assurer son pouvoir. Les tortionnaires le savent bien. Si le souffre-douleur n'a plus d'autre but que celui d'attendre avec la peur au ventre, le retour de son bourreau, il est à la merci de celui-ci.

Quant aux jeunes délinquants, c'est leur façon à eux de faire savoir qu'ils sont là. La répression n'est pas forcément la bonne solution. Elle est la dernière solution. Elle ne fait qu'ajouter la rancœur à la violence. Lorsqu'ils regardent autour d'eux, ces gosses ne voient que des « cages à lapins », sales, mal entretenues, des parents qui vivent des aides de l'Etat et qui en vivent mal, une éducation que les parents ne peuvent assumer, une instruction pour laquelle ils ne sont pas motivés, une télévision et des journaux qui leur montrent les extravagances des « peuples ». Alors, ils rajoutent les voitures incendiées, la drogue, le vol, les viols, le racket parce qu'ils ne connaissent que la violence pour asseoir leur pouvoir. Le développement de cette prise de pouvoir, notamment dans les grandes cités, a coïncidé avec la suppression du service militaire obligatoire. Ce n'était pas l'unique cause, mais celui-ci contribuait à l'insertion ainsi qu'au passage de l'adolescence à l'état d'adulte par un brassage social encadré. Ils connaissaient un « autre monde », où ils avaient la possibilité de s'intégrer.

Il ne faut pas focaliser sur les grands ensembles immobiliers, avec comme prétexte la pauvreté, l'immigration. La violence est partout, parce qu'elle fait partie de la prise de pouvoir. Le pouvoir ne veut pas qu'on lui tende la main, puisqu'il est le pouvoir. Il n'y a pas que les garçons qui soient violents, les filles aussi le deviennent. Certains jeunes ne souhaitent pas prendre la main qu'on leur tend, parce qu'ils sont sortis du circuit économique « normal » et rentrés dans un circuit économique « parallèle » qu'ils jugent beaucoup plus rentable pour eux.

Le pouvoir peut aussi se transformer en contre-pouvoir qui est lui-même un pouvoir. Grèves, contestations, en sont les signes extérieurs. Mais il en existe un autre aussi efficace : le « tire-au-flanc ». Si le pouvoir s'exerce par la hiérarchisation, trop de niveaux de hiérarchisation diluent le pouvoir, par le pouvoir du « tire-au-flanc ». Plus il y a de niveaux, puis nombreux sont les « tire-

au-flanc » et moins le pouvoir s'exerce. Dans ce cas, la hiérarchie pense rétablir le pouvoir par un management agressif qui engendre stress et peur.

L'individu et l'appât du gain.

L'appât du gain est une autre dérive des besoins de l'Homme. L'appât du gain n'a rien à voir avec l'épargne de monsieur ou madame « Tout-le-Monde » au sens d'une épargne raisonnable et raisonnée qui permet d'acheter une maison ou de prévoir une rente pour sa retraite.

Si nos ancêtres avaient besoin de faire des réserves justifiées par les disettes, les guerres, ou pour acquérir une vie plus confortable, l'appât du gain conjugué au progrès et à la démocratie a permis la dérive du capitalisme libéral. Il a ainsi faussé une économie mondiale qui pouvait être équitable et durable en autorisant des financiers professionnels et amateurs, à spéculer en bourse. De même en thésaurisant plutôt qu'en investissant directement dans l'outil de production, ils empêchent l'argent de circuler. C'est ce côté sombre de l'individu, qui guidé par son intérêt personnel, vend ses stock-options juste avant d'annoncer qu'elles ne valent plus rien. C'est cet appât du gain qui autorise des montages financiers au détriment des citoyens. C'est lui qui va créer des bulles financières, c'est lui qui a, en outre, créé l'effondrement de la Bourse. C'est l'appât du gain qui permet à une partie du globe d'avoir des greniers qui regorgent et à l'autre de mourir de faim. Tant qu'on ne pourra pas réglementer mondialement certaines pratiques, c'est actuellement leur droit le plus strict, parce que nous sommes dans une société libre, avec ses avantages et ses inconvénients.

L'appât du gain peut aller jusqu'à transformer un individu en « délinquant en col blanc » avec la corruption et les « pots de vin ». La société sait qu'elle doit lutter contre les dérives, par souci de justice, mais aussi en raison du principe : « Et si tout le monde faisait la même chose que ce passerait-il? ». Un état corrompu, où seuls les riches auraient des droits et des avantages qu'ils auraient monnayés?

Il ne suffit pas que l'appât du gain et du pouvoir soit les uniques buts de l'individu. Il a heureusement d'autres exigences dans sa vie.

L'individu a besoin de buts

Le but principal de tout organisme biologiquement vivant, qu'il soit humain, animal, végétal ou viral est de se reproduire. Notre principale préoccupation étant de procréer, face à « Dame Nature » que nous voulons dominer, nous nous sommes groupés en communautés pour assurer notre sécurité en unissant nos forces. Nous mettons au service de cette société notre travail, notre temps, notre intelligence. En contrepartie, nous attendons que cette société nous procure nourriture et logement, qu'elle nous soigne, qu'elle nous protège, qu'elle subvienne au nécessaire et même qu'elle pourvoie au superflu.

Historiquement, l'individu a toujours eu des buts. Une fois que le but de la reproduction programmé dans son subconscient a été atteint, afin que la vie se maintienne sur terre, l'individu a eu besoin d'autres actions pour se réaliser en tant

que tel. Il ne pouvait se contenter des minima (nourriture, reproduction, défense) parce qu'il n'est pas un animal évolué, descendant du singe, ainsi que l'a décrit Darwin dans sa théorie de l'évolution. L'« homo erectus », a des besoins que la race animale n'a pas. Il lui fallait d'autres buts. La curiosité de voir ce qui existait ailleurs, lui en a donné un premier. Au fil des siècles, ce but en a créé d'autres, notamment celui de s'assurer une vie meilleure pour lui et ses descendants. Alors l'individu s'est mis à se donner des buts à travers la guerre, les combats : explorer, chercher à asseoir son pouvoir sur les autres, devenir le chef du clan. Il a profité des temps de paix sur les territoires conquis pour s'installer : pour cela il a créé petit à petit une société de consommation, d'abord avec le troc, puis en inventant l'argent, monnaie d'échange. Pour avoir encore plus de pouvoir, il a eu besoin de s'enrichir. Pour cela, il fallait que ces concitoyens consomment des biens, des services, et même des idées. Tout était bon pour se transformer en argent.

De nos jours, si la survivance reste le but principal sans lequel l'individu n'existerait plus, il faut ajouter d'autres facteurs, qui eux, ne sont ni monnayables, ni comptabilisables. Quelques soient ses autres buts ils ont à la base un sentiment. Ils sont les véritables moteurs de l'individu qui cherche par tous les moyens, non seulement à ressentir des émotions, que ce soit passion, amour, haine ou rancune mais aussi à les pérenniser. En général, il souhaite fonder une famille heureuse, avoir des enfants bien dans leur tête et dans leurs baskets, qui réussissent leur scolarité puis leur parcours professionnel et familial. L'état ne peut donner cette finalité, de bien être moral, mais l'état peut et doit y participer, à travers la société, l'éducation des enfants, l'instruction, le travail, l'environnement, en donnant non seulement l'espérance d'une vie meilleure pour ses enfants, mais aussi en aidant à réaliser ce présent et ce futur.

L'individu a besoin d'idéal.

Si le but est le terme que l'on se propose d'atteindre, l'idéal est ce qui mène vers la perfection. L'individu qui souhaite « réussir » a besoin d'un idéal comme but. Il cherchera à atteindre cette perfection. C'est souvent le cas d'artistes, de musiciens, de peintres, de professions à vocation. Ce sera cette orientation, ce « choix de vie » qui définira son existence. Il sera plus ou moins passionné pour parvenir à ce but. Un autre moins poussé par un idéal sera plus fataliste et se laissera porter par les événements.

Néanmoins la plupart des individus - parce qu'ils cherchent une raison de leur passage sur Terre en croyant ou non à l'existence de la vie après la mort - souhaitent donner un sens à cette vie. Ils ont besoin de croire, quelque soit leur religion ou leur athéisme, en Dieu, en l'Homme ou en eux-mêmes. D'autres essayeront de le chercher en se créant des idoles humaines, ou par l'intermédiaire d'un gourou. Ils recherchent pour gagner leur paradis, qu'il soit sur terre où ailleurs, un idéal de vie, à travers un code de conduite qui évolue au fil des siècles. Ils ont besoin de valeurs morales, d'un code éthique, qu'ils soient définis par la religion, par la société ou par eux-mêmes.

Si l'homme en tant qu'individu a besoin d'idéal, la société a elle aussi, besoin d'idéaux et de buts.

Ces besoins ne sont pas les mêmes que ceux de l'individu. La collectivité doit gérer pour l'ensemble de la société, sans faire de sentiments, ce qui est le propre de l'individu. L'Etat est au service de la collectivité et sera sensé promouvoir la justice sociale, la protection ainsi que le développement de la richesse du pays afin que chacun des citoyens dont il a la responsabilité, puisse en profiter et à son tour servir la collectivité. L'Etat agissant au nom de la collectivité se doit de donner un but à celle-ci.

C'est ce que devraient proposer les diverses tendances des partis politiques, qui eux n'ont qu'un but : l'exercice du pouvoir. Donc, pour exercer ce pouvoir ils vont chercher à se différencier des autres. C'est ce que représentent les programmes des partis politiques. Lors de la campagne électorale présidentielle de 2007, les candidats avaient entre autres comme but :

- Nicolas Sarkozy : le pouvoir d'achat.
- François Bayrou : le remboursement de la dette publique.
- Ségolène Royal : le changement de constitution.

Alors qu'ils auraient pu, sans se discréditer avoir un seul et unique but, mais avec des suggestions différentes pour y parvenir.

Si le collectif a besoin de buts, il a aussi besoin d'un idéal.

Les nations se sont dotés d'idéaux et les ont inscrit dans leur constitution, sur leur drapeau ou leur blason. N'allons pas chercher très loin le notre, qui donne reconnaissance et dignité à l'Homme. Soyons chauvin et fier de l'être. Nous avons une des plus belles devises nationales, inspirée par la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis de 1776 où il est écrit « *Nous tenons pour évidentes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis par les hommes pour garantir ces droits et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructrice de ces buts, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, et d'établir un nouveau gouvernement en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraissent les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur* ».

Tel est et doit rester notre idéal. « ***Liberté, égalité, fraternité*** ».

L'individu et le besoin de liberté

La liberté est un idéal. Liberté de penser, de s'exprimer, de circuler, de choisir et de définir son parcours de vie. On se bat pour la liberté de son pays. Certains peuples se battent encore pour la liberté de penser, de s'exprimer. On punit un individu en le privant de sa liberté, en l'emprisonnant. La liberté est un bien très précieux et très fragile.

Mais sommes-nous vraiment libres ? Cette notion de liberté est-elle réelle, appliquée ? Que signifie-t-elle pour nous ? Qu'entend-on par liberté, qui n'est que l'ensemble des droits dont la jouissance est accordée aux citoyens ?

Il faudrait déjà regarder où commencent et s'arrêtent nos libertés, toute liberté étant relative. Nous avons tellement l'habitude de la machine administrative et étatique de la France que nous avons le sentiment d'être libre. Demandez à un patron s'il est libre de licencier un salarié de son entreprise comme il le souhaite ! Demandez à un ouvrier s'il est libre d'aller travailler quand il le souhaite ! A un écolier, s'il a envie de suivre les cours qui ne l'intéresse pas ! Nous sommes fichés, enregistrés : papiers d'identité, numéro de sécurité sociale, permis de conduire, carnet de santé, carte bancaire, déclaration de revenus..... L'individu est à peine né, que sa nourriture est pesée, calculée par les nutritionnistes. L'école est obligatoire pendant dix ans. Non seulement, toute sa vie est régie par des lois, des réglementations, mais aussi par des us et coutumes, des religions, des qu'en dira-t-on.

La liberté ? Ce serait ne dépendre de rien, ni de personne. Pourtant, il faut le reconnaître et l'admettre, la vie en société ne serait pas tolérable, si elle n'était régie par certaines règles. Ces règles sont celles de la citoyenneté légiférées par l'Etat, que l'on complète par la civilité ou ce que l'on nomme aussi politesse.

La liberté n'est pas un concept simple, elle réclame notamment qu'on respecte les autres, la liberté des uns s'arrêtant où commence la liberté des autres. Elle est une autonomie morale, qui – à condition qu'elle ne perturbe pas l'ordre public⁹ - permet à l'individu de se déterminer dans ses convictions philosophiques, religieuses, idéologiques, politiques, en dehors de toutes pressions extérieures, qu'elles soient familiales, sociales ou étatiques. La laïcité permet l'expression d'une liberté religieuse qui pourrait se définir par le principe de : « Rendons à César ce qui appartient à César, et à Dieu, ce qui est à Dieu » en séparant la gouvernance de l'Etat de la gouvernance des religions. En ne mélangeant pas ce qui est du domaine strictement privé du domaine public.

Quant aux idées politiques, idéologiques, d'opinions, elles sont inscrites en France selon l'article 26 de la Constitution : « Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions ». Elle est toutefois restreinte par l'article 2 de cette même Constitution « Les partis et groupements politiques se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie ». Ce qui sous-entend que si nous ne sommes pas un membre du Parlement et si nous ne respectons pas le politiquement correct, nous pouvons être hors-la-loi.

Cette liberté des diverses opinions passe par le transfert des connaissances. Il se fait par l'enseignement, la relation, le contact, l'écrit, la parole. Télévision, radio, presse, Internet, n'étant que des outils.

La liberté de penser et de s'exprimer peut aussi se manifester par la contestation collective. Refus d'une gouvernance mal perçue, mal être d'une société contestée, tout peut être sujet à conflit. En temps de paix, l'Homme conteste par le vote, le

⁹ Robert Menard (président de Journalistes Sans Frontières) n'a pu s'exprimer comme il le souhaitait lors de la venue des chefs d'état le 14 juillet 2008 en voulant perturber l'ordre public. (Ndr)

droit de grève, en manifestant dans la rue. En temps de guerre, il le fait par les armes.

L'individu a besoin d'égalité

Il existe plusieurs sortes d'égalité :

- L'égalité entre individu
- L'égalité sociale
- L'égalité des chances au cours de notre existence
- L'égalité « nationale »
- Une exception : l'irresponsabilité

Il n'y a rien de moins égalitaire que l'égalité. C'est une dérive de l'esprit que de croire que nous pouvons tous être égaux à tous les niveaux. Premièrement, parce que nous n'avons pas envie d'être le clone de notre voisin. Secundo, parce que psychologiquement et physiquement, nous n'avons pas tous les mêmes capacités.

Alors, que peut-on faire pour que l'égalité dont l'individu a un besoin grandissant soit effective tout en gardant la liberté du choix de nos besoins ?

L'égalité entre individu.

L'égalité de l'individu peut se définir ainsi : Aucune distinction de sexe, de couleur, de morphologie, d'handicap, de religion, de territoire, de classe sociale, d'affinités sexuelles entre adultes consentants ne doit discerner un individu d'un autre au regard de la loi et des citoyens.

Avec des exceptions logiques, qui sont des « exceptions de bon sens » se justifiant dans le travail ou la vie privée, comme dans le mannequinât, le cinéma, le théâtre, etc... pour le sexe, la morphologie..., l'accessibilité d'un échafaudage à un handicapé pour des raisons de sécurité , etc.....

Peu-on parler d'égalité lorsqu'il est dit dans une proposition de loi: « les époux n'ont pas à s'immiscer dans les choix personnels des femmes à l'égard de leur santé »¹⁰ Pour une véritable égalité, on devrait lire « le conjoint n'a pas à s'immiscer dans les choix personnels à l'égard de la santé, de la religion, de la liberté de penser, de s'exprimer de celui ou celle avec qui il partage son existence ».

L'égalité sociale

Malgré de belles déclarations écrites dans notre Constitution, si hommes et femmes sont égaux en théorie, ils ne le sont toujours pas en pratique.

C'est dans cette optique d'une égalité véritable entre hommes et femmes, que sous la pression de minorités agissantes les gouvernements qui se sont succédés ont décrété la parité et la discrimination positive, croyant bien faire.

¹⁰ Programme législatif de l'UMP aux élections présidentielles de 2007

Votées à cause du non-respect de l'égalité, rappelons que la parité et la discrimination positive ne sont pas l'égalité véritable. Elles sous-entendent que l'on fait une distinction entre les origines ethniques, le sexe... La parité n'est pas l'égalité. Elle reconnaît une différence. Si on vous propose un poste par principe de parité, ou par principe de discrimination positive, vous aurez toujours un doute : Suis-je la personne qui a la compétence pour l'assumer, ou bien se contentera-t-on de ce que je pourrai faire parce que je suis une femme, un black, un beur. Vous ne le saurez jamais. Elle jette ainsi l'opprobre sur vous, en soulignant que vous êtes peut-être différent de celui que l'on aurait souhaité embaucher. Seuls les compétences, les diplômes et l'expérience devraient justifier des différences. Mais, il faut bien admettre que suivant la culture d'entreprise et son image de marque, ainsi que le poste qui est proposé, on embauchera plus facilement à l'accueil, une femme jeune et jolie qu'un homme de 50 ans, à diplômes et compétences égales. La parité engendre pour beaucoup de femmes qui ont obtenu un poste grâce à cette loi, le complexe de l'imposteur. Elle leur donne le sentiment d'être un alibi de bonne conduite et les oblige à fournir encore plus d'efforts et de travail pour faire reconnaître leurs compétences. Elle engendre pour des hommes compétents, un complexe de frustration. C'est aussi ignorer le droit de celui qui embauche.

Il y aura égalité lorsqu'hommes et femmes ne feront plus référence à la vie privée pour déstabiliser leur interlocuteur aussi bien en politique que dans le travail. Elle ne sera réelle que lorsqu'on aura pris conscience que chacun, qu'il soit homme ou femme a le droit du choix de son parcours de vie, d'être dépendant ou indépendant d'un conjoint sans que lui soit imposé un dictat par un autre sexe ou par une minorité agissante.

Bien appliqué le droit à la différence ne conduit pas forcément à la différence du droit ou à l'inégalité.

Il ne suffira pas simplement d'une loi ou de décrets pour qu'une véritable égalité soit effective, il faudra aussi des moyens matériels. Il n'y aura égalité que lorsqu'il y aura assez de structures capables de libérer des obligations du quotidien les hommes et femmes qui ont charge de famille. Elles permettront qu'ils s'engagent dans des choix où les contingences quotidiennes n'interféreront plus (charge de famille, éloignement) mais qui seront l'aboutissement d'un véritable souhait.

L'égalité des chances au cours de notre existence

La véritable égalité n'est pas dans notre devenir tout au long de notre vie qui relève de choix personnels. C'est nous qui choisissons consciemment ou inconsciemment ce que nous deviendront. La véritable égalité sera dans l'égalité des chances que nous aurons, dans la possibilité de changer notre parcours, - si nous le souhaitons vraiment et nous en donnons la volonté - dans la reconnaissance des droits de l'individu, dans la reconnaissance de la liberté et du respect de chacun. L'égalité sociale entre individus et l'égalité des chances ne se retrouvera pas dans une utopie faisant de nous des êtres clonés. Ce sont nos choix qui auront fait que nous serons pauvres ou riches, bien ou mal dans notre tête, pantouflard ou aventurier. Mais l'égalité exige de la part de l'État, que tous ses citoyens aient droit aux mêmes chances, avec des lois qui soient les mêmes pour tous, sans corporatisme, sans exception, afin de faire de notre vie ce que nous en souhaitons, car c'est nous qui

choisissons ce que nous serons et ce que nous ferons. A nous de nous dire, ainsi que le scandait Obama « I can » « je veux y arriver, j'ai les moyens pour y parvenir, j'assume et j'atteins mon but ».

Le Gouvernement et les parlementaires devant ici se considérer comme les représentants de toute la nation, pas comme les représentants d'une région donnée ou d'une couche sociale particulière. L'Etat ne peut faire les choses à notre place, seulement nous en donner les moyens.

L'égalité « nationale »

On a décrit dans les précédents paragraphes comment concevoir l'égalité morale et sociale entre individus. Sauf que juridiquement nous ne sommes pas tous égaux, parce que nous avons des identités nationales différentes selon nos passeports.

Puisque pour la plupart d'entre nous, nous naissons et restons attaché à la nation où nous avons vu le jour, les seuls critères qui peuvent différencier un individu d'un autre lorsqu'il voyage et vient en France sont les suivants :

- d'avoir la nationalité du pays que l'on habite, en l'occurrence être français
- de faire partie de l'Union Européenne
- d'être ressortissant d'un autre pays avec signature d'un accord ou partenariat entre la France et l'état concerné
- ou d'être étranger sans partenariat entre la France et l'état

Ces différences étant établies sur des particularités nationales et non sur des particularités de personnes.

Une exception : l'irresponsabilité

Dans la loi française, il existe une exception : L'irresponsabilité.

Une personne jugée irresponsable ne sera pas jugée si elle commet un délit, une fraude ou une infraction à la loi. Elle n'est juridiquement, pas égale à quelqu'un de responsable.

L'individu a besoin de fraternité

Qui dit fraternité, dit « union étroite entre des hommes ou des groupes humains qui se considèrent comme frères¹¹ ». La fraternité est un concept encore plus complexe que la liberté ou l'égalité, notre égoïsme primant souvent sur la solidarité.

Pour qu'une société soit puissante, il faut qu'elle soit solidaire, unie. Les citoyens participent activement à la solidarité par le prélèvement des impôts que l'Etat redistribue, soit en travaux au bénéfice de la collectivité, soit en aidant les plus démunis. C'est autour d'un sujet commun, d'un but, d'un idéal, que se tisse la fraternité. C'est dans les grandes catastrophes que l'on comprend son importance.

¹¹Définition du dictionnaire Flammarion

Importance bien vite oubliée dès que l'on est dans le doux ronron de la vie quotidienne.

C'est une constatation, dont il faut tenir compte.

Combien de personnes âgées sont mortes, seules, abandonnées, en l'été 2004, sans même personne pour réclamer leur corps? Cela a été reproché au gouvernement en place, et les ministres n'ont pas osé nous rappeler que c'était notre voisin de palier, notre parent, qui était mort sans une main charitable pour le secourir. L'état ou les représentants d'une association doivent-ils être là pour nous assister dans chaque fait et geste quotidien ? Ils ne peuvent et ne doivent être que les intermédiaires pour organiser la solidarité.

La fraternité, c'est la responsabilité de chacun de nous envers nous même et les autres. Envers nous-mêmes pour éviter de devenir des assistés. Envers les autres parce que comme dans une famille, il peut arriver des coups durs.

L'individu a besoin de sécurité

Afin d'assurer de façon constante toit, nourriture, éducation, soins, à lui-même et à ses enfants, l'individu a besoin de sécurité dans le temps, dans un pays en paix, sans guerre, ni révolution, ni attentats. Pour cela, la société lui assure la sécurité avec l'armée et la police.

L'individu a besoin de sécurité financière constante, non seulement pour assurer ses besoins personnels et ceux de sa famille, mais aussi pour subvenir lorsqu'il ne peut ou ne pourra plus travailler. Il a besoin d'avoir des revenus réguliers suffisants.

L'individu isolé, stressé, a besoin d'une sécurité morale qu'il va rechercher à travers des réseaux, des associations, dans ses élus (d'où l'importance de la proximité de ses élus) pour la prise en charge de ses problèmes, de ses difficultés.

L'individu recherche la sécurité dans son environnement urbain et rural. C'est dans la police municipale que le citoyen honnête cherche à trouver un sentiment de sécurité, de prévention et pas seulement de contrôle et de répression.

On l'a vu, l'insécurité est une forme de pouvoir. Aussi quand l'individu recherche la sécurité dans son environnement proche, il est triste de constater qu'il ne la trouve pas forcément dans son environnement familial ; violences conjugales, violences sur personnes âgées, violences sur enfants. Ici, comme ailleurs, la sécurité commence par le respect de l'autre.

L'individu a besoin de justice

Rappelez-vous l'histoire de Salomon proposons de couper un enfant en deux pour en donner la moitié à deux femmes qui se disputaient celui-ci. La société a inventé la justice des tribunaux pour arbitrer un litige entre deux plaignants, puis pour punir ceux qui violaient la loi, et ensuite pour dédommager les victimes du non respect

de leur intégrité physique et morale ainsi que de la dégradation ou du vol de leurs biens.

Mais il ne faut pas confondre la Justice des tribunaux qui punit avec la justice des tribunaux qui répare une injustice. Pas plus qu'il ne faut la confondre avec la justice sociale que tout individu recherche dans ses idéaux ou dans ses besoins.

La justice sociale est un besoin impératif. Elle est le point de départ, non seulement de l'égalité entre citoyens mais aussi des chances de chacun. Elle est le fait de donner à tous en général et à chacun en particulier, les mêmes droits et les mêmes devoirs, et non des privilèges de toutes sortes. Ainsi, aussi bizarrement que cela puisse paraître, on peut constater que les acquis sociaux ont souvent été obtenus au détriment d'autres classes sociales ou d'autres corporations, engendrant une incompréhension et une rancœur légitime de la part de ceux laissés sur le bord de la route.

Le citoyen réclame que la justice « équitable » de la loi lui permette de pouvoir vivre décemment par ce qu'on appelle « l'égalité des citoyens ». Mais y a-t-il une justice lorsqu'un citoyen qui travaille se retrouve « S.D.F »? Il y a-t-il une justice lorsqu'un retraité n'a pas de quoi vivre décemment ? Est-il juste qu'une catégorie paie pour pouvoir polluer et que les autres subissent leur pollution ? La loi votée par le gouvernement se doit d'être la même pour tous. L'individu se révolte devant ce qu'il considère à juste titre comme des injustices, parce qu'à force de légiférer des exceptions, on parvient à des non sens et à des citoyens que l'on rejette.

C'est ainsi que la société française avec l'aide de l'Etat a décrété que la femme « qui ne travaille pas et s'occupe de son conjoint et de ses enfants » n'a pas de statut social, alors qu'elle accomplit un travail à plein temps. Il lui faudra l'aide de son mari ou de son compagnon pour un crédit, un logement. C'est ainsi que la société a décidé qu'une personne qui ne gagne pas trois fois le montant de son loyer ne peut trouver à se loger. Avec ce raisonnement, il se retrouve « S.D.F ». C'est dans le maintien jusqu'à l'intolérance de certains de ses usages que la société manque de fraternité, de justice, de solidarité.

Tout comme l'équité morale nous demande de reconnaître des faits historiques comme le colonialisme et l'esclavagisme, ou ceux d'un passé plus lointain où protestants et catholiques s'entretuèrent et qui furent des histoires communes à nos ancêtres, ce n'est pas à nous, les enfants d'une génération qui n'avons pas connu ces horreurs de continuer à ressasser haines et rancœurs. Il nous faut au contraire arriver à les surpasser, à l'exemple de la Grande Bretagne, avec le discours de Winston Churchill, évoquant les Etats-Unis d'Europe, puis l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signant le traité de Paris instituant la première Communauté européenne du charbon et de l'acier, le 19 septembre 1946 à Zurich, après des siècles de guerres.

C'est pour ces raisons de justice que l'Etat ne peut travailler dans l'émotion, mais doit agir dans le consensus.

L'individu a besoin d'une reconnaissance

Selon que l'on vive en France ou dans la forêt amazonienne, au Pôle nord ou à l'Equateur, selon la culture, l'éducation, les croyances, les besoins matériels ne sont pas les mêmes sous toutes les latitudes. Mais le besoin d'appartenir à une communauté, de s'y reconnaître, de partager une culture est le même pour tous d'où l'importance de l'identité nationale.

L'identité est selon le dictionnaire ¹² « Etat d'une chose qui est la même qu'une autre ou qui reste toujours la même », « Ensemble des éléments qui permettent d'établir qu'un individu est bien celui qu'il dit être ou qu'on présume être ».

L'identité nationale est donc la « marque de fabrique » de la société à laquelle nous faisons référence, autrement dit : la France, son histoire et ses coutumes.

En 2009, le gouvernement avait lancé un débat sur l'identité nationale. Si le sujet a été cause de dérapage, c'est que la question n'était pas ou mal exprimée et que surtout le but de cette question n'était pas posé. Y avait-il une question ou un but caché dans ce questionnement ? Que voulait-on dire par l'identité nationale ? Qui sommes nous ? Ou bien que voulons-nous être ? Quels sont les critères pour être de nationalité française ou bien est-ce simplement une question sur la place de la Nation dans l'Europe ?

L'identité nationale est et demeure, quel que soit la nation à laquelle nous appartenons, le signe de reconnaissance à une culture à laquelle nous souhaitons adhérer. Et nous dirons parodiant ce que les Belges enseignaient dans les écoles il y a plus de 60 ans : « Flamants et Wallons sont des prénoms. Belge est notre nom ».

- Alsaciens, Auvergnats, Basques, Bretons, Guyanais, Normands, Martiniquais, Réunionnais, Provençaux, sont des prénoms.
- Français est notre nom.

Que l'on soit du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, nous sommes avant tout des individus qui avons besoin de reconnaissance sociale en tant que tel. Reconnaissance par notre famille, par nos amis, par l'entreprise dans laquelle nous travaillons, mais aussi par l'Etat.

L'Homme a besoin de repères, de rituels

L'individu est attaché à un besoin de rituels, de repères, de références. Le lever et le coucher du soleil ont été ses premiers repères, ainsi que le cycle des saisons.

Aujourd'hui, nos repères sont devenus des habitudes, qu'ils soient :

- Calendaires : semaines de 7 jours, fêtes nationales, Noël...
- Familiaux : fête de famille, naissance, mariage, décès
- Organisation du travail où il a été mis en place des protocoles

¹² Flammarion édition 1990

Il en est de même pour nos repaires quotidiens auxquels nous sommes attachés, qui tiennent autant aux habitudes qu'au rituel, ou aux petites manies, que ce soit au réveil, pour le repas, la façon de s'endormir....

Le ciment d'une nation n'est pas seulement dans sa langue, son drapeau ou son hymne national, il se retrouve aussi dans ses rituels; défilé de la fête nationale, organisation des élections, intronisation d'un chef d'état, commémorations.... Les grands évènements doivent suivre un rituel, comme dans une famille. Ils représentent pour le citoyen des symboles forts.

Mais la société évolue au cours des ans et modifie ses codes. Codes que l'on retrouve aussi dans les modes vestimentaires.

Les codifications vestimentaires sont les marques de qui vous êtes, ou bien, dans certaines sociétés, de ce que vous voulez ou devez paraître. Si le mode vestimentaire représente la liberté de s'exprimer dans un pays où la liberté d'expression est autorisée, elle a été à travers les siècles le reflet des couches sociales et la marque du pouvoir. Sous la royauté, les talons rouges représentaient l'appartenance à l'aristocratie. L'uniforme sera l'appartenance à une corporation, à un service régalien. Au XX^e siècle, dans certaines régions du monde les tenues traditionnelles sont remises au goût du jour pour plus de praticité, mais sans adopter « la mode ». Elles redéfinissent dans ce sens le refus à une mondialisation sans identité. « Je suis japonaise en passant le kimono », « je revendique l'appartenance à une religion en me voilant », « je copie et je m'identifie aux européennes en m'habillant en minijupe ». Ou bien une standardisation en voulant se fondre dans la masse en adoptant par exemple le jeans.

L'individu peut ainsi marquer de ce fait, consciemment ou inconsciemment, un refus ou une adhésion de la société dans laquelle il vit.

L'Homme a besoin de rêve, de faste

L'individu a besoin de rêve. Il n'est que de voir l'engouement des lecteurs pour les « presse people », sur les us, gestes et faits des aristocrates, des vedettes, des politiques en smoking et robes du soir pour deviner à quel point le faste, le luxe, la beauté, font rêver. Même ceux qui clament haut et fort leur désaccord devant ce déploiement de richesse rêvent un jour de gagner au loto ! Il n'y a jamais eu autant de participants aux jeux d'argent.

Les publicitaires avec les études marketing l'ont bien compris. Ils présentent à travers les pubs de très beaux mannequins, des sportifs, des villas de rêve. C'est le rêve qui fera vendre un produit finalement très ordinaire. Les corps nus retouchés pour être plus beaux s'affichent sur de nombreuses pubs. En septembre 2007, une affiche considérée comme choquante, représentant le corps nu d'une femme anorexique a dû être retirée. Elle ne faisait pas rêver. Elle dénonçait au contraire une réalité dérangeante.

Plus l'individu est à la recherche de quelque chose, c'est-à-dire d'un besoin, plus il est capable de prendre des risques (parfois seulement pour sa sécurité ou pour survivre, sachant qu'il ne peut l'atteindre dans les conditions où il se trouve). Il n'y

a qu'à prendre pour preuve tous les clandestins qui risquent leur vie pour réaliser un rêve, quitter un pays pauvre ou en guerre pour un pays idéalisé, qui, pensent-ils, va les accueillir, où ils pourront vivre décentement, en sécurité.

Certains peuvent se réfugier dans d'autres rêves avec l'alcool, la drogue afin de fuir la réalité.

L'individu moderne a besoin de ce qu'on appelle « la qualité de vie »

De quelque point de vue que ce soit, à part quelques voix qui s'élèvent contre ce principe, on pense que la croissance économique engendre une meilleure qualité de vie, même si la gauche clame que ce sera avec plus de justice sociale, et la droite avec plus de libéralisme.

Pour mesurer cette qualité de vie, croyant le traduire par le pouvoir d'achat, il a été dressé des statistiques suivant des critères bien définis. A partir de ces résultats, il a été établie une échelle pour mesurer la richesse et la pauvreté. Ceux qui sont au-dessus de la moyenne sont riches. Plus l'échelle grimpe, plus ils sont riches. Ceux qui se situent sous la barre de cette moyenne, sont pauvres. Plus l'échelle descend, plus ils sont pauvres et ont par conséquent une mauvaise qualité de vie, selon cette définition.

Or, qu'entend-on par qualité de vie ? Un état de bien être physique, psychologique et social. Un état de confort ou besoins supposés qui dépendront des besoins de l'individu à un moment donné. Ce besoin évoluera selon les circonstances, les technologies, le climat, l'environnement.

Selon la conception que l'on se fait de la qualité de vie, certaines populations amazoniennes pourraient avoir une meilleure qualité de vie que nous. Pas de stress, pas de travail obligatoire, chasse, pêche, cueillette, suffisants à la nourriture Pour d'autres, ce sera piscine, sauna, femme de ménage et jardinier, pour d'autres encore se sera voyages autour du monde avec sac de randonnée..... Ce n'est donc pas forcément lorsqu'il y a croissance économique ou non, que l'on trouve la qualité de vie dans son pays, mais suivant l'idée que l'on s'en fait.

Mais ne s'est-on jamais demandé de savoir quelle était pour la société la définition de la qualité de vie ? S'apparente-t-elle avec les définitions de pauvreté, de richesse et du luxe ?

Luxe et bien être sont-ils synonymes ?

J'ai lu quelque part que Marguerite Yourcenar, lorsqu'elle envisageait d'acheter quelque chose dans un grand magasin, se posait la question suivante : « serais-je plus heureuse quand je posséderais cet objet ? » L'achat de cet objet n'étant pas indispensable, il devenait un luxe. Mais contribuait-il pour autant à la rendre plus heureuse, à son bien être ? Elle se posait donc la question, l'achat compulsif étant un leurre. Tout comme la cigarette ou la drogue.

Pour certains, le luxe rime avec la possibilité de vivre d'une manière coûteuse et ostentatoire car il est synonyme de faste, somptuosité, magnificence. Pour d'autres ce sera les parenthèses dans la journée permettant d'apprécier certains instants ;

celui de jouir du silence pour une personne vivant habituellement dans un environnement bruyant. Pour d'autres encore, sera de vivre dans une caravane ou sur un bateau, pouvant ainsi se déplacer au gré de ses envies. En fait, le luxe se décrit pour la plupart d'entre nous par ce qui nous fait rêver, c'est-à-dire par la sensation de ce qui nous manque le plus physiquement ou moralement.

Officiellement, selon les sources I.N.S.E.E et du Ministère des finances 2001 le luxe est défini par une génération ayant un revenu de 35 000€ annuel minimum.

Le critère de l'âge intervient : A chaque génération correspond aussi son idée du luxe.

- Entre 15 et 34 ans, le luxe est un cadeau pour les autres.
- De 35 à 49 ans le luxe est un objet pour son foyer
- De 50 à 64 ans, le luxe est pour soi.

Avoir beaucoup d'argent sur un compte en banque, dans un coffre ou dans des placements financiers, ne sert pas à grand-chose. On ne l'emporte pas avec soi dans la mort. Certaines personnes qui sont riches au regard des autres, ont l'impression de ne pas avoir assez d'argent pour vivre comme elles le souhaitent. D'autres se sentent à leur aise avec un S.M.I.C. Pourtant, nous serons toujours pauvres par rapport à quelqu'un, mais nous sommes riches par rapport à une grande partie de la population mondiale.

Le bien-être est ce qui contribue à rendre l'existence aisée et agréable. Il ne correspond pas forcément au fait d'avoir plus d'argent. On le trouvera ainsi dans notre environnement, dans notre manière de vivre. Une ville propre, agréable à vivre, où l'on peut sortir le soir sans problème, contribue à rendre l'existence agréable. Il est vrai, qu'à force de voir les choses, on ne les regarde plus, qu'elles soient positives ou négatives. On s'y adapte.

Pourtant deux conditions sont indispensables au maintien d'une qualité de vie, subordonnées aux besoins : sécurité, justice, santé

- Respect de notre environnement, non seulement pour que les enfants de nos enfants puissent en profiter pleinement, mais nous aussi.
- Respect des autres, envers notre parenté, nos voisins, nos concitoyens, les autres nations

L'individu peut-il concevoir une société idéale ?

Si en théorie on peut concevoir une société idéale, en pratique elle n'existera jamais. Le communisme était une utopie. Le socialisme, le capitalisme montrent leurs limites. Certains individus essaient de créer une société dans la société par le truchement de sectes, de gangs. Les dictatures quelles soient des extrêmes gauche ou droite en sont d'autres dues à la manipulation et à la prise de pouvoir d'une minorité infime qui se crée leur propre société au détriment de la majorité de la population.

Le problème est qu'on ne pourra jamais satisfaire tout le monde. Parce que chacun de nous est particulier. Parce que si nos besoins de but, de sécurité, de justice sont

légitimes, il en existe d'autres qui conduisent à des dérives : ce sont les besoins de pouvoir et de l'appât du gain. Malheureusement l'individu n'est pas assez sage pour se raisonner et comprendre par lui-même qu'il ne peut tout avoir. Le beurre, l'argent du beurre et par surcroît la fermière, jeune et jolie, même s'il en rêve. De ce fait, il crée par son comportement égoïste du chacun pour soi, cette fracture sociale qui s'élargit de plus en plus et dont même les meilleures lois ne pourront venir à bout. Idem avec une « dictature éclairée » parce qu'elle aliénera la liberté de chacun.

Mais un espoir reste. Pour qu'un état perdure il lui faut une économie, et pour qu'il y ait une économie il faut des consommateurs. Nous l'avons dit, nous sommes tous consommateurs. Nous sommes tous de ce fait solidaires. On pense que c'est celui qui est en haut de la pyramide qui a le plus grand pouvoir. On oublie trop facilement que celui qui est en bout de chaîne a en réalité, autant de pouvoir. S'il n'y a plus de moustiques et de mouches, l'hirondelle ne peut se nourrir, etc. Si les raffineries sont bloquées, les automobilistes ne circulent plus. C'est la prise de conscience du consommateur qui, en agissant uniquement sur ses achats peut changer radicalement des états de faits. Si nous faisons attention à notre consommation, si nous refusons d'acheter certains produits, nous agissons sur l'environnement. Si nous refusons d'acheter la drogue, la contrefaçon, c'est aussi une façon d'influencer sur la baisse de la violence, de la délinquance. Ne pas oublier que la demande entraîne l'offre. Dans le même ordre d'idée, c'est par la multiplication des bulletins de vote individuels que nous agissons sur la politique de notre pays.

Il est plus que difficile pour le citoyen de ne pas croire ce qu'on lui dit, lorsque cela est annoncé avec pédagogie. Comment ne pas croire si la communication à l'air « vrai » ! Combien d'hommes et de femmes ont élu démocratiquement un dictateur, croyant bien faire, croyant en une vie meilleure. Les premiers mois leur donnent souvent raison. Qui vous dit que nous n'essayons pas de vous manipuler, nous aussi ? C'est toute la différence entre une prise de conscience qui est une réflexion personnelle et raisonnée en tenant compte du pour et du contre et celle de la manipulation qui est seulement l'acquiescement de la pensée à un dictat sans réflexion personnelle, sans prise de conscience. Cette prise de conscience devrait être une obligation morale pour tout individu qui tient à la démocratie et qui s'en sent responsable.

PROJET DE SOCIETE : UNE AUTRE VISION

Développer un projet de société

Dans à peu près tous les états démocratiques développés, on propose deux sensibilités politiques dominantes qui sous des noms différents représentent d'un côté le capitalisme, de l'autre le socialisme. Les systèmes socialistes et communistes pensent qu'il ne faut pas laisser aux forces de marché le soin de subvenir aux besoins des hommes. C'est à l'Etat centralisé de le faire. Tout individu a le devoir de travailler mais sa « rémunération » n'est pas en rapport avec ce qu'il produit mais avec ce dont il a besoin pour vivre. Il n'y a d'ailleurs pas de rémunération en tant que telle puisque tout est gratuit ou pour être plus exact, toutes les richesses produites sont rendues collectives et utilisées pour satisfaire aux besoins des individus et de la société. Le capitalisme pense que les mécanismes de marché sont seuls capables d'assurer la meilleure allocation des ressources disponibles. Autrement dit, l'Etat ne fait que déstabiliser le marché lorsqu'il intervient et empêche les forces de marché d'assurer le bien être maximal (et non pour tous). Le travail est un facteur de production qui s'échange sur un marché comme les autres biens. Et toutes choses étant égales par ailleurs, celui qui travaille plus à droit à plus d'argent et par là même à plus de reconnaissance. Car n'a de valeur que ce qui a un prix et plus ce prix est élevé, plus le bien concerné a de la valeur. Les uns et les autres par des moyens complètement différents ont pour objet d'atteindre une situation qui assure le bien être maximal pour les individus d'une société.

Aujourd'hui, de nombreuses nouvelles idées émergent, parce que nous sommes tous plus ou moins conscients qu'à l'heure actuelle nous avons besoin d'un nouveau projet de société. Certains esprits aimeraient bien que le capitalisme vive ses derniers soubresauts, notamment parce que s'il nous mène à la ruine, ils espèrent l'avènement d'un système socialiste.

De plus nous avons vu que malgré leur bonne volonté, les chefs d'états ont été incapables face à la crise économique de réguler et de moraliser la finance. D'autres critères incontournables entrent en ligne de compte, à commencer par ceux qui nous lient à l'Union Européenne, que nous devons respecter, sans oublier les contraintes économiques et administratives existantes.¹³ⁱ

¹³ « Pour les pays européens, la politique conjoncturelle est aujourd'hui fortement contrainte par l'existence de l'Union européenne : les États ne peuvent plus faire exactement ce qu'ils veulent, d'abord à cause de la réglementation européenne qui encadre les réglementations nationales, ensuite à cause de la contrainte

Les forces du marché ont été trop fortes et malgré l'échec patent du capitalisme en tant que système, optimal, les banques ont réussi, non seulement à obtenir que leurs erreurs, leurs pertes soient supportées par les citoyens, mais également à ce que, une fois les dettes épongées, elles puissent continuer selon les mêmes règles. Elles ont inventées un capitalisme à la carte en collectivisant les pertes et en privatisant les profits.

Capitalisme d'un côté, socialisme de l'autre ? Mais la finance, qui devrait être au service du développement de nos entreprises a pris le pas, non seulement sur l'économie réelle mais aussi sur la politique. Les lois adaptent l'éthique à l'économie et non le contraire. L'homme politique s'est au fil des années transformé en patron d'une entreprise prenant l'eau de toutes parts. L'éthique est devenue fluctuante comme la monnaie. Nos valeurs morales ont changé, nos comportements aussi.

La société et les politiques ont enfin compris qu'il fallait que la société évolue. Mais comment vouloir faire évoluer une société alors que nous ne sommes qu'un pays de 63 millions de citoyens face à une mondialisation de plus de 6 milliards, ce qui représente environ 1% de la population mondiale.

Imaginer une « nouvelle société » serait utopique et d'une redoutable naïveté, mais pourquoi ne peut-on imaginer un système réformiste ayant pour objectif la modification de nos institutions sociales, économiques et politiques en utilisant les procédures et moyens légaux et en procédant par paliers successifs non brutaux pour arriver à moyen terme - dix ans - à un développement soutenable et durable, en tenant compte de notre environnement et de nos besoins matériels, mais aussi cherchant à favoriser la pleine réalisation de l'être humain.

Une société moderne et solidaire à développement durable

C'est pour cela que nous nous sommes proposés de travailler à partir de l'idée des réformes et non d'inventer un nouveau concept, pour aboutir à une « société moderne et solidaire à développement durable »

Moderne : parce qu'elle est de notre temps, avec une économie repensée prenant en compte la mondialisation ainsi que les technologies de la communication

Solidaire : parce que le progrès a raccourci les distances en temps et a mondialisé la conception que nous avons de la consommation. Non seulement nous devons être attachés à une sociabilité solidaire au niveau national, mais nos

budgétaire (les déficits publics ne peuvent dépasser 3% du PIB). Un bon exemple est celui de 'la vache folle' : les agriculteurs français demandent à être indemnisés des pertes qu'ils subissent du fait de l'épidémie. Cela supposerait une aide directe, exemple-type de mesures conjoncturelles, que la réglementation européenne interdit en principe »

« Quels sont alors les moyens à la disposition des États pour lutter contre le chômage et favoriser une croissance équilibrée ? Que peut faire un État plus durement touché que les autres membres de l'UE par le chômage ? Il ne peut plus pratiquer une politique monétaire expansionniste, il est limité dans le déficit de son budget. »

<http://brises.org/notion.php/politique-conjoncturelle/politique-budgetaire/politique-monetaire/relande/austerite/rigueur/notId/146/notBranch/146/>

besoins ayant évolués, nous devons aussi être solidaires mondialement par rapport à notre consommation et à la préservation de la planète.

A développement durable : Nous aurions pu dire « pour un développement durable ». Cela aurait signifié que l'on souhaitait, que l'on aimerait, que l'on veuille... « à développement durable » sous-entend que nous sommes dans le processus du développement durable, qu'il est englobé depuis le début du projet et qu'il perdurera, prenant en compte les exigences du rapport Brundtland avec les éléments suivants que nous développerons plus loin :

- un système politique qui assure la participation effective des citoyens à la prise de décisions, par l'intermédiaire de leurs représentants élus et non nommés
- un système économique capable de dégager des excédents et de créer des compétences techniques, industrielles, tertiaires et commerciales sur une base soutenue et autonome,
- un système social innovant apportant des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré, capable de perdurer par le dialogue, Basé sur la solidarité, celle-ci respectera nos individualités nous permettant de choisir nos parcours de vie selon nos capacités, nos compétences, nos besoins.
- un système de production qui respecte l'obligation de préserver la base écologique, incluant des industries fonctionnant en symbiose capables de transformer leurs pollutions en matières premières
- un système technologique toujours à l'affût de solutions nouvelles, avec un système universitaire incluant la recherche de pointe
- un système administratif souple grâce à une véritable délocalisation au niveau régional

Un critère et deux idées générales seront une ligne de conduite dans ces sept points :

Un critère : de la cohérence

Un projet avant tout doit être cohérent avec son environnement politique, économique, social et ceci d'une façon globale.

Pourquoi nos élus on-t-ils tant de mal à mener à terme une réforme, mais surtout pourquoi se heurtent-ils à ce qui pourrait passer pour de la contestation à la réforme. On parlera de perte de dialogue social, mais c'est surtout parce qu'on a oublié de prendre en compte les conséquences de problèmes secondaires découlant de la réforme mise en place.

En un mot, cela ne mène à rien de prendre sujet par sujet, d'agir sans réunir dans un ensemble, sans un projet global de société. C'est un peu l'exemple de ce qui se passe dans la nature avec le système de la chaîne alimentaire. Lorsque qu'un maillon de la chaîne alimentaire est touché, ce sont des espèces entières qui disparaissent ; ainsi lorsque l'on change le débit d'un cours d'eau sans y prendre garde, les berges sont détruites, les petits prédateurs qui y gîtent se dispersent ou

disparaissent, les espèces pour lesquelles ils servent de régulateurs prolifèrent le temps d'épuiser les stocks de ceux dont ils sont à leur tour les prédateurs, puis tous ont disparus. Si l'ensemble n'est pas sérieusement étudié au départ et appliqué ensuite, on peut voir inondation, sécheresse, voire désertification sur les terrains environnants.

Ce qui fait la différence entre un programme politique et un projet de société.

Première idée générale : Respecter son environnement

En incorporant une conception de développement durable répondant « aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité.
- l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir » (*rapport Brundtland*)

Il s'agit aussi, en s'appuyant sur de nouvelles valeurs universelles (responsabilité, participation écologique et partage, principe de précaution, débat...) d'affirmer une approche double :

- Dans le temps : nous avons le droit d'utiliser les ressources de la Terre, mais le devoir d'en assurer la pérennité pour les générations futures ;
- Dans l'espace : chaque individu a le même droit aux ressources de la Terre (principe de destination universelle des biens).

Tous les secteurs d'activité sont concernés par le développement durable : l'agriculture, l'industrie, l'habitation, l'organisation familiale, mais aussi les services (finance, tourisme,...) qui, contrairement à une opinion quelquefois répandue, ne sont pas qu'immatériels.

Deuxième idée générale : l'égalité des chances pour le choix du parcours individuel

Egalité des chances ne signifie pas que nous devons tous avoir le même niveau de vie, nous fondre dans la masse et n'être plus qu'une armée civile et pacifique au service de la communauté avec à la tête une oligarchie d'état dirigeante qui deviendra la nouvelle classe sociale.

Mais s'il n'y a pas d'égalité des chances, il n'y a pas de choix personnel possible sur l'évolution de notre existence tout au long de celle-ci. Il n'y a que des choix imposés par des événements extérieurs ou par des critères sociétaux.

Malheureusement, et c'est une question à laquelle on ne peut répondre, nous ne naissons pas tous véritablement égaux, car potentiels et dons ne sont pas répartis à égalités entre chaque individus, parce que nous ne sommes pas les clones des uns

et des autres. Puisqu'il existe des personnes plus ou moins intelligentes, plus ou moins douées, plus ou moins belles, c'est à la société de leur donner la chance de pouvoir cultiver et exercer ce qu'il a y de meilleur en chacun d'elles, et la société, c'est nous.

C'est ce qui fait la diversité de notre société, à cause de nos besoins personnels. Nous avons envie d'être reconnus pour nos compétences, ce qui fait que nous travaillons à progresser. Nous avons besoin de vie calme ou au contraire d'une vie trépidante, etc...

C'est ici qu'interviennent les questions de ce que nous voulons être, ce que nous voulons devenir, dans quelle société voulons nous évoluer.

Aussi il faut replacer l'individu dans la société comme un membre que l'on reconnaît et qui apporte par son travail une valeur à la collectivité et non comme un numéro de sécurité sociale ou d'INSEE. Il faut lui donner une valeur et une responsabilité. Pour cela il faut permettre d'évoluer en donnant à chacun la chance d'infléchir comme il le souhaite la ligne de son parcours.

Ce qui fait de nous un citoyen commence par la « reconnaissance sociale »

Nous vivons, nous nous formons, nous travaillons ! Mais avons-nous la liberté du choix ? Ceux qui subissent leur travail ont-ils le choix de faire ce qu'ils ont envie, de vivre comme ils veulent ? S'il est vrai qu'il faut travailler pour se nourrir, de mauvais arguments nous sont donnés pour nous motiver. En 2010, nous avons comme exemple en France, le fait que si vous n'avez pas de contrat de travail à durée indéterminée, autrement dit indéfinie (C.D.I), encore moins de fiches de paie, vous n'avez pas le même statut social, à moins que vous n'avez un gros compte en banque. Pas de droit au logement, puisque vous devez le ou les fournir. Pas de travail s'il n'a pas de logement. Et encore moins de droit au crédit, d'accès aux soins, de retraite.... Se servir du contrat de travail comme d'un moyen de pression a été mis en place par le pouvoir des corporations et des classes dirigeantes pour leur donner encore plus de pouvoir.

Certaines bases sont cependant nécessaires pour que l'individualité puisse coexister dans une collectivité et ne pas se noyer dans la masse, et vice-versa.

Le « parcours de vie » du citoyen dans notre projet de société commence par sa « reconnaissance sociale ». Il n'y a pas de solidarité interactive totale, s'il existe des personnes dont on nie à un moment ou à un autre l'existence sociale. Sans parler des Sans Domicile Fixe, tous ceux qui « ne rentrent pas dans le système » existant sont des exclus, plus nombreux que ce que l'on croit d'ailleurs. Parce que nous sommes tous des exclus, pour une raison ou autre. Parce que nous faisons tous partie à un moment ou à un autre d'une minorité ne rentrant pas dans le moule des réglementations régaliennes ou privées. La personne qui dépassera de quelques euro un certain seuil de revenu se trouvera exclu de la C.M.U, une autre parce que ne pouvant justifier d'un revenu trois fois supérieur à un loyer n'aura pas accès au logement (ce qui se passe avec un S.M.I.C et encore plus avec un temps partiel au S.M.I.C) etc. ... alors qu'économiquement nous sommes tous solidaires les uns des

autres, depuis le grand patron jusqu'au S.D.F (puisqu'il a, si minime soit-il, un pouvoir de consommation sur le pouvoir de production).

Pour que l'on puisse reconnaître le droit à l'individualité, il est nécessaire qu'une société « solidaire » donne à tous, les mêmes droits et les mêmes devoirs

Les devoirs

- Respecter son environnement
- Respecter son prochain à travers une « socialisation » établissant certaines règles.
- Se former, à travers la socialisation, l'éducation, l'instruction, la formation
- Voter. Obligation morale de la liberté de s'exprimer
- Respecter les lois de son pays puisqu'elles ont découlé de notre liberté de vote.

Les droits

- La reconnaissance sociale, par le simple fait d'être né
- Prendre part au gouvernement de son pays par l'intermédiaire de ses représentants
- Le droit à la sécurité des personnes et des biens
- Le droit à l'éducation, l'instruction, la formation
- Le droit aux soins
- Le droit de choisir son parcours de vie
- Le droit à la liberté d'expression (le droit de grève en fait partie)
- Le droit au logement
- Le droit à la retraite

La socialisation de l'Homme est une obligation, sans laquelle la vie collective serait insupportable, si chacun n'y mettait du sien. Pour cette raison, il existe une socialisation collective avec des lois, des codes, réglant la vie communautaire et une socialisation individuelle, avec des obligations envers la collectivité.

Toutes sociétés respectent trois grandes périodes, qui se rapprochent à la fois des périodes de vie biologique et des périodes de vie sociale.

- L'enfance
- La vie active
- L'incompétence au travail productif

La socialisation de la petite enfance

La socialisation est l'acte majeur dont dépendra toute notre vie d'adulte. C'est au biberon que notre inconscient se forme. Si l'enfant, qui deviendra adulte a besoin de connaître des marques et des repaires, c'est lorsqu'il accomplit ses premiers pas. Comme toujours un acte en entraîne un autre, qu'il soit positif ou négatif.

La nature est très bien faite, tant qu'on ne mêle pas la technique et la science à la nature. Tant que l'individu vivait en symbiose avec la nature, tant que les

génération vivaient en commun, que l'âge moyen de la vie était peu élevé, il était plus que normal que les parents aient des enfants pendant qu'ils étaient jeunes. Les grands parents et les arrière grands parents (s'il y en avaient) étant là pour les conseiller, les aider à élever leurs enfants. La cohabitation des générations était le lien et l'enrichissement de l'expérience vécue. La société a évolué. Malheureusement, la nature n'a pas changé et l'horloge biologique des femmes non plus. Par contre, le travail des femmes et la reconnaissance de l'égalité des sexes ont changé les paramètres. Les mères et grandes mères et parfois les arrière grand'mères encore jeunes travaillent à l'extérieur, ou alors la distance géographique les sépare. Les enfants sont confiés au personnel des crèches, ou à des assistantes maternelles, qui les nourrissent, les soignent, leur font faire leurs premiers pas, mais ne peuvent avec la meilleure volonté du monde, leur donner ce lien qui va les relier à leur famille. Ce qui explique souvent ce rejet par les adolescents du cadre familial. Ces mêmes parents qui ont leur premier enfant sont souvent perdus, car ils sont devant un inconnu et ils n'ont plus cet entourage qui les aidait à surmonter cette épreuve, notamment en ce qui concerne les familles monoparentales.

Ces jeunes parents doivent chercher, expérimenter, trouver, se former leur expérience propre et souvent ils échouent. La société, que ce soit par l'intermédiaire des ascendants ou de l'Etat, se doit de les aider, de leur donner cette aide et cette expérience qui leur manquent lors de la naissance de leurs enfants car il est difficile ensuite d'affirmer une autorité à l'école auprès de certains enfants, quand, dans les trois premières années, ce même enfant n'a pas fait l'apprentissage de l'obéissance et du respect instauré par les parents.

Encore faut-il que ces parents puissent avoir la possibilité de choisir leur parcours de vie. C'est une priorité ! Une femme qui travaille n'est pas une mauvaise mère, mais pourquoi obliger une femme qui vient d'avoir un enfant de retravailler parce qu'elle n'a pas la possibilité financière de faire autrement. Pourquoi en pénaliser une autre par l'obligation d'un arrêt de congé maternité alors qu'elle souhaite reprendre de suite son travail ? Pourquoi ne pas laisser le choix et les moyens pour un des parents, que ce soit le père ou la mère, d'élever eux-mêmes leur enfant, et de l'assimiler au statut d'assistant(e) maternel(e) ? Lui faire suivre une formation tout comme pour les assistantes maternelles, faire un suivi social, si il ou elle en ressent le besoin. D'autre part, donner les structures nécessaires pour laisser la possibilité matérielle et morale à celles qui travaillent à l'extérieur, de pouvoir le faire sans soucis majeur de garde d'enfant. La liberté de l'adulte commence avec la liberté du choix d'élever son enfant pour ses parents.

Nous avons parait-il, la meilleure politique familiale, ce qui fait que nous avons, avec l'Irlande, la meilleure natalité d'Europe. En Allemagne, 40% des femmes n'ont pas d'enfant parce qu'elles souhaitent faire passer leur carrière avant la famille. Encore faut-il que notre politique ne soit pas seulement une politique de natalité, mais qu'elle soit aussi une politique d'égalité et de liberté.

L'éducation et l'instruction

La conception d'une société solidaire change profondément certaines de nos notions idéologiques, autant en théorie qu'en pratique, notamment celles de l'emploi avec le « droit au travail » et à la formation tout au long de notre vie.

Si nous sommes solidaires depuis notre naissance, puisque nous sommes consommateurs, notre parcours participatif dans la société commence réellement avec l'entrée en maternelle. C'est aux éducateurs, professeurs, formateurs, qu'il revient la lourde charge de donner à partir de l'accession au savoir, l'égalité à tous, tout en respectant l'identité et les désirs de chacun. La place de l'enseignement, qu'il soit général, technique, manuel a indéniablement la place la plus importante de notre existence, car c'est elle qui fera de nous les citoyens que nous sommes. A ce titre, les maîtres et les professeurs, j'insiste sur ces mots, car ils ont ici toute leur signification, doivent avoir notre respect, qu'ils fassent partie de l'éducation nationale ou du privé, de l'entreprise ou de personnes que l'on rencontre au cours de notre vie, car ils nous transmettent leur connaissance, leur savoir et leur savoir-faire. A ce titre, je dis merci à tous mes maîtres.

L'emploi et l'enseignement avec la formation initiale et continue ne sont pas seulement mêlés, ils sont indissociables. Ce sont eux qui nous donnent notre savoir faire, notre compétence. Nous nous instruisons pour pouvoir exercer un métier, une profession, mais c'est la pratique par l'intermédiaire de l'emploi, qui donne l'expérience et qui oriente in fine nos nouvelles demandes de savoir. A force de se l'entendre dire, l'individu s'est senti dévalorisé par ce que certains ont surnommé « les petits métiers », qui sont si utiles à la communauté. Nos aïeux disaient à juste titre : « Il n'y a pas de petits métiers, ni de sots métiers, mais de sottes gens, pour avoir un pareil discours ». On a autant besoin d'artisans, de cantonniers, que de professeurs, ou de chercheurs. Ces métiers et « services » et non ces « boulots » doivent être revalorisés. Ainsi le préadolescent pourra sélectionner les filières scolaires vers lesquelles il souhaite s'orienter. A l'heure actuelle, s'il lui est tellement difficile de trouver un emploi à la sortie de l'école, c'est qu'il ignore totalement le métier qu'il souhaite exercer et encore moins les nombreuses filières qui en découlent. Un panel commenté de la diversité des professions¹⁴ éviterait à beaucoup d'enfants de s'ennuyer dans des cours dont ils ne voient pas l'utilité, puisque l'école est pour eux une obligation, non un tremplin pour un but ou un idéal. Car il faut admettre que les difficultés que rencontrent certains enfants viennent des enfants eux-mêmes : manque d'attention, pas l'envie, n'aime pas le professeur...

La formation tout au long de la vie depuis la maternelle jusqu'à la fin de notre vie, - la retraite n'étant pas un arrêt de toute activité, - devient une obligation, non seulement formulée par un désir politique, mais surtout par un constat de nos besoins engendré par notre société. Elle nous permet d'évoluer, de ne pas nous couper du monde social et de nous adapter aux nouvelles techniques. Quant à ce

¹⁴ Les ROME (fiches descriptives des métiers) devraient être non seulement à disposition, mais aussi commentées.

que nous voulons apprendre, et jusqu'à quel niveau, cela doit rester un choix personnel, et non imposé par des choix politiques et des plans de formation.

Pourtant une question se pose : L'école travaille-t-elle pour la société, l'enfant ou pour elle-même ?

L'école a, depuis les années 60, subi bien des aménagements et des réformes, qui, sans mettre en cause le dévouement et les compétences des enseignants, ont du côté administratif et pédagogique bloqué complètement son dynamisme. L'éducation nationale travaille-t-elle pour faire des universitaires laissés sur le carreau, ou bien pour faire, des enfants qui lui sont confiés, des adolescents et des adultes qui seront « bien dans leur tête et leurs baskets » ? L'on en revient toujours aux orientations qu'il faut définir lorsqu'on souhaite parler d'égalité. Est-ce l'égalité des chances ou celle du « clonage » ? A vouloir faire de l'égalité à tout prix, à vouloir mettre tout le monde dans le même moule, pour que les enfants puissent « suivre », on tire vers le bas, par un système d'uniformisation sans tenir compte des souhaits et des compétences de chacun. Ou bien on parle de l'égalité des chances tout au long de notre vie, qui prend en compte le choix et la personnalité de l'individu et qui créera forcément des inégalités intellectuelles et par suite des inégalités sociales ? Est-il bon de montrer du doigt les lacunes ou bien de développer et de faire fructifier le potentiel qui est en chacun de nous.

Il ne faut pas confondre éducation et instruction. Les deux termes sont trop souvent mélangés. C'est l'éducation qui en associant socialisation et savoir vivre inculque les valeurs d'éthique et de citoyenneté. C'est l'instruction qui apporte une culture, un métier, un savoir faire. C'est en associant les deux que l'on donne les moyens aux futurs adultes que sont nos enfants de devenir des citoyens actifs. C'est avec l'éducation et l'instruction réunies que l'on peut lutter contre la délinquance des jeunes.

Suite à de nombreuses réformes, l'Education Nationale a perdu, du côté programmation, ce côté éducatif et ne transmet plus que l'instruction. Ce n'est pas en introduisant ce qu'on appelle des leçons de morale, qu'on rétablira cette éducation qui est un ensemble de paramètres commençant par le respect des autres. Mais comment les enfants peuvent-ils respecter les autres quand leurs parents ne commencent pas par respecter les enseignants, ni très souvent leur conjoint¹⁵ ? Une reconnaissance de l'école et des professions de l'enseignement est nécessaire et urgente afin qu'on accorde plus de respect, à ceux qui délivrent le savoir. Qu'un maître ou un professeur ait une véritable autorité qui soit reconnue non seulement

¹⁵« Une agression sur deux a lieu à la maison. Selon l'enquête publiée hier par l'Observatoire de la délinquance, 1 750 000 personnes, soit 5,6% de la population française de plus de 18 ans ; disent avoir été agressées au moins une fois physiquement ou sexuellement en 2005-2006. Et dans près de la moitié des cas, l'agression survient au sein du ménage. Pour Alain Bauer, président de l'OND, cela « démontre qu'il y a autant de violence à l'intérieur qu'à l'extérieur de la famille. C'est un élément dont on avait une très faible connaissance. » Près de la moitié des femmes victimes de violences conjugales ont déclaré aux enquêteurs « avoir subi des dommages psychologiques importants ». Quelques 9% des personnes violentées à domicile ont porté plainte pour agression physique, et 5,5% pour agression sexuelle. »

(20 Minutes du 13 novembre 2007) N.D.L.R. : Une constatation. Ce sont des enseignantes femmes qui sont le plus souvent agressées. Y a-t-il cause à effet ?

par les enfants, mais aussi par les parents. Que leurs décisions ne soient plus contestées directement par ceux-ci. Il faut protéger nos enseignants. Il y a pour cela une hiérarchie qui doit s'interposer entre les parents et les enseignants.

L'éducation restant à l'heure actuelle, à la seule charge des parents, souvent dépassés par les événements. Pourtant, si l'on regarde ce qui se passe dans la vie quotidienne, non en théorie, mais en pratique, il suffit de faire un calcul très simple. Les enfants passent plus de temps à l'école, avec les maîtres, qu'en compagnie effective de leurs parents. Ces mêmes parents, qui rentrent tard de leur travail le soir, fatigués, qui ont la préparation des repas, l'entretien de la maison, n'ont guère le temps de vraiment s'occuper de leurs enfants et de leur donner cette éducation dont ils ont tant besoin. La possibilité pour un parent d'exercer la fonction d'assistant(e) maternel(le) avec ses propres enfants peut être une solution d'aide autant pour les enseignants que pour les parents. Cette profession ayant formation et suivi obligatoire.

Ceci étant le premier point qu'il faut aborder, avant de parler de réforme de l'enseignement, car il ne peut y avoir d'enseignement efficace que si ceux qui transmettent le savoir et le savoir faire le délivrent dans de bonnes conditions.

Le second point à aborder étant comment donner une égalité des chances à tous les enfants qui seront les futurs adultes en respectant l'individualité et les choix de chacun.

De la cohérence avant tout

Il ne s'agit pas de saupoudrer par quelques réformes de surfaces l'éducation nationale et la formation, mais d'une véritable remise à plat dans l'esprit et la lettre. Pour cela il faut pour commencer de la cohérence en toutes choses

Prenons par exemple l'aménagement des journées scolaires. En 2010, le gouvernement propose d'aménager des semaines où les élèves du primaire auraient cours le matin et se consacraient à des activités sportives ou culturelles l'après-midi.

Bonne idée, qui s'appliquant dans des classes pilotes, va démontrer que l'idée est valable. Or, celle-ci étant réduite à un petit nombre d'écoles, va se trouver inapplicable à l'ensemble du territoire, telle qu'elle est proposée et coûtera très chère à la collectivité.

Pour être réalisable, il faudrait :

- Des moyens supplémentaires en professeurs de sports et en locaux. Or, si on réfléchit, nous n'avons ni les uns, ni les autres.

Les questions qui vont se poser seront donc :

- Sur la formation de professeurs d'éducation sportive et la construction de locaux.
- Sur la révision des programmes et le temps de la scolarité

- Comment résoudre des difficultés engendrées par l'étalement des vacances des parents qui sont salariés dans les entreprises, et des vacances scolaires plus courtes
- Comment pendant ces vacances scolaires raccourcies, trouver des moyens pour prendre en charge les enfants pendant que les parents travaillent.
- Si les vacances scolaires sont réduites les infrastructures touristiques supporteront-elles ce flot de touristes sur un temps si court.
- Etc....

On voit ici que ce programme politique ne peut s'appliquer que dans un cadre restreint de quelques classes.

Il s'agit donc de pousser plus loin la réflexion et de l'englober dans un projet de société permettant de le mener à bien en contribuant à régler d'autres problèmes.

- Des classes de toujours 24 élèves en moyennes partagées en deux groupes de 12 enfants. Occupation de la salle de cours, un groupe le matin, l'autre l'après-midi. (Rentabilisation des locaux)
- Doubler le nombre de professeurs des écoles par des éducateurs qui se partageront les tâches. Moins de surcharge pour l'enseignant et plus de possibilité de prise en charge particulière pour les élèves en difficulté.
- Ainsi, pendant que l'instituteur enseigne, l'éducateur se charge des activités de l'autre groupe, un jour le matin, le lendemain l'après-midi. Une culture générale par la pratique. Elle égalise les chances de l'individu par la « normalisation » des divers horizons sociaux des enfants en leur faisant découvrir les différents aspects de la culture : Théâtre, musique, dessin, sport, danse, visite de musées, culture et langues régionales Elle reste au choix de l'enseignant, suivant l'environnement et les ressources de la région
- Rationaliser l'enseignement par des programmes qui privilégient au primaire les notions de bases : lire couramment, écrire, calculer, s'exprimer, rédiger en français.
- Ouvrir musées, théâtres (pendant les répétitions par exemple), salles de sports etc.... gratuitement aux scolaires.

Si le problème des infrastructures peut être résolu sans déboursier d'argent, il n'en est pas de même pour celui des moyens humains : embaucher au minimum 300 000 éducateurs qu'il faut payer, ce qui est possible en révisant le système des dépenses et des recettes de l'Etat. Réforme budgétaire que nous aurons l'occasion de voir plus loin.

Le « portefeuille de compétences »

Un autre point important concerne la mise en place du « portefeuille de compétences ».

Cet outil dont peu de personnes ont connaissance a été mis en place dans les années 90. Il est sensé compiler nos diplômes, formations, compétences à la façon d'un

press-book. C'était à l'occasion de certaines formations continues d'adultes qu'il était remis aux participants, notamment à la suite de bilans de compétences.

Le portefeuille de compétence devient LE document assurant la reconnaissance sociale. Ce document remis aux parents à la naissance de leur enfant, et devant lui servir tout au long de sa vie, permettra de servir à la fois de :

- « Reconnaissance sociale » ouvrant d'office aux droits d'accès aux soins et à la retraite
- De reconnaissance de compétences.

Le « portefeuille de compétences » devenant le fil rouge conducteur de notre parcours

On ne dira jamais assez que l'emploi et la formation vont de pair. Que l'un ne va pas sans l'autre. Nous en sommes d'ailleurs tous conscients. Mais on nous fait croire, et nous le croyons, que c'est grâce aux diplômes que nous aurons notre place dans la société, alors que nous avons tous une expérience, si ce ne sont DES compétences. Partant de ce critère, si les diplômes sont nécessaires pour certaines professions, Pôle Emploi en premier et la plupart des grandes entreprises recrutent sur diplômes, pas seulement sur compétences. Seules, certaines P.M.E et P.M.I, ainsi que des entreprises individuelles osent aller à contre courant et recherchent les compétences et non les diplômes. On peut par exemple, échouer à un simple brevet, ne jamais passer son bac, mais savoir mieux qu'un bachelier parler une langue étrangère, qui peut ouvrir les portes à des emplois intéressants, pouvant par la suite, permettre une montée en avancement, échelon ou promotion, avec des formations ou des expériences complémentaires.

Ainsi, en répertoriant nos diplômes, nos expériences, le « portefeuille de compétences » devient le fil rouge du système triangulaire de notre « reconnaissance sociale », socialisation, droit au travail, retraite. Il est le document qui ouvre la porte à l'emploi, la sécurité sociale, la retraite, puisqu'il est le signe de la reconnaissance de notre existence. Ce contrat de « reconnaissance sociale » entre l'état et le citoyen recensera nos diplômes, nos formations, notre expérience acquis tout au long de notre vie. Il nous est donné à notre naissance et sera compléter tout au long de notre vie. On commencera à le remplir avec la formation initiale à l'école, puis avec nos années d'expérience.

Le recrutement des entreprises face aux demandeurs d'emploi peut ainsi subir une évolution fondamentale, en laissant plus de place aux compétences et en donnant ainsi à tout le monde des chances identiques pour un même emploi.

L'acquisition des diplômes, notamment du Bac ¹⁶ par unité d'enseignement

Dans la remise à plat du système de formation initiale et continue, il est un autre point et non des moindres, celui de l'acquisition des titres par unités d'enseignement ainsi que la réactualisation des fiches métiers. Il constitue un véritable changement des notions de passerelle entre diplômes et emplois,

¹⁶ Le B.A.C (Le Baccalauréat devient le Bilan des Acquisitions de Compétence)

Suite à une étude de l'O.C.D.E., sur la scolarisation et la formation en général, dans les pays à travers le monde, il en ressort que le système scolaire n'est plus adapté dans aucun pays, au travail, à l'entreprise et à l'économie en général.

On a trop tendance à traiter sujet par sujet, sans essayer de résoudre à la fois la formation dans son contexte initial et continu ET l'emploi, depuis la maternelle jusqu'après la retraite. La formation est faite, non seulement pour donner une culture générale, un savoir être, mais surtout un savoir faire pour nous permettre de gagner notre vie. De plus, il ne faut pas se cacher derrière des mots et de belles phrases en langue de bois. Si la formation est enseignée pour permettre à chacun d'accroître sa culture personnelle, la formation est surtout enseignée pour permettre à la société toute entière d'en profiter par l'apport que chacun de nous peut faire à cette société en faisant accroître la productivité, et par là même le taux de croissance.

L'idée du D.I.F (Droit Individuel à la Formation) qui donne la possibilité de se former tout au long de son parcours professionnel, est excellente en soi. Encore faut-il qu'elle soit appliquée à tous et de façon adaptée à chacun. On ne peut, avoir la possibilité d'un vrai choix, qu'en ayant la possibilité tout au long de sa vie de pouvoir se former, tant en culture générale,¹⁷ qu'en savoir-faire. On peut avoir envie de changer d'orientation, soit pour des raisons familiales, techniques, financières ou simplement par envie personnelle.

Il est important que l'adulte, et avant lui l'adolescent à partir de la fin du primaire, puisse faire un choix personnel concernant ce qu'il souhaite apprendre en dehors de toute vision stratégique. Faire ce que l'on aime, c'est ainsi que l'on a le plus de chance de réussite. Si l'individu a besoin d'une culture générale qui lui permette de savoir lire, écrire, compter, raisonner, le manque de vocabulaire empêche souvent d'exprimer sa pensée ou de lire un livre qu'on ne comprend pas¹⁸. Ce n'est toutefois pas de diplôme généraliste ou trop ciblé, qui ne mènent nulle part, dont il a besoin. Le diplôme n'étant que la reconnaissance d'un enseignement théorique, qu'il a dans les trois quarts du temps très vite oublié. A combien de bacheliers la résolution d'équation à trois inconnues sert-elle au cours de sa vie ? A quoi sert de connaître Kant et Montaigne, si on n'a pas appris à se servir de sa propre capacité à raisonner, si on n'a pas les moyens d'évoluer parce que bloqué par des diplômes trop généralistes, trop spécifiques ou pas de diplôme et si on se retrouve au chômage ? ¹⁹ A vouloir que tout le monde ait ce diplôme, le Bac n'est plus, à

¹⁷ En 2003, l'illettrisme pénalisait encore en France plus de 2,3 millions d'adultes et 10% de jeunes (Source Insee).

- 20 % de la population française a des difficultés avec la lecture et l'écriture.
- Plus de 1 Français sur 10, entre 17 et 25 ans, ne sait ni lire ni écrire correctement.
- 33 % des élèves ayant quitté l'école en troisième sont en situation d'illettrisme.

(Marie-Thérèse Geffroy, directrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) (A.N.L.C.I).

¹⁸ En 2003, l'illettrisme pénalisait encore en France plus de 2,3 millions d'adultes et 10% de jeunes (Source Insee).

- 20 % de la population française a des difficultés avec la lecture et l'écriture.
- Plus de 1 Français sur 10, entre 17 et 25 ans, ne savent ni lire ni écrire correctement.
- 33 % des élèves ayant quitté l'école en troisième sont en situation d'illettrisme.

(Marie-Thérèse Geffroy, directrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) (A.N.L.C.I).

¹⁹ En avril 2006, le rapport de la Commission du débat national université /emploi, présidée par le recteur Hetzel a souligné avec raison le fort taux d'échec dans l'enseignement supérieur : 80 000 sorties sans diplôme universitaire par an, un étudiant sur trois contraint de redoubler ou se réorienter. La situation des bacheliers

l'heure actuelle, que la clé permettant la continuation des études. Il perd de son propre pouvoir par sa généralité acquise par un trop grand nombre.

D'après un rapport d'information sur les dispositifs de formation professionnelle établi par le Sénat en 2007 il est recensé par la Commission nationale de certification créée par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 (C.N.C.P) fin 2006 « quelques 2660 fiches descriptives de certifications dont plus de 1200 délivrées au nom de l'Etat, réunies au sein du répertoire national des certifications professionnelles (R.N.C.P).

Les diplômes ou titres nationaux délivrés par les différents ministères certificateurs, sont élaborés depuis 1948, en association avec les partenaires sociaux, dans le cadre des commissions professionnelles consultatives (P.C.C) organisés par grands secteurs d'activités et fonctionnant auprès des ministères organisateurs.

- 613 diplômes délivrés par l'Education Nationale (auxquels s'ajoutent les quelques 15 000 titres délivrés dans l'enseignement supérieur, dont près de 1 500 licences professionnelles, ces diplômes ont vocation à être préparés aussi bien par la voie scolaire, qu'en apprentissage, par la VAE, ou en formation continue. On compte aussi 198 C.A.P, 35 B.E.P et 37 mentions complémentaires de niveau V, 73 bacs professionnels et 20 mentions complémentaires, 59 brevets professionnels qui ne s'acquièrent que par la voie de l'apprentissage ou de la formation continue) et 20 mentions complémentaires de niveau IV, 109 B.T.S, 40 diplômes des métiers d'art de niveau III.
- 291 titres professionnels délivrés par le ministère de l'emploi, élaborés par l'A.F.P.A et préparés par cet organisme ou des centres agréés.
- 196 titres ou diplômes délivrés par le ministère de l'emploi.
- 130 titres délivrés par le ministère de la jeunesse et des sports.
- 14 par le ministère des affaires sociales et 3 par le ministère de la santé

S'y ajoutent 452 C.Q.P (en 2005) ne figurant pas toutes au R.N.C.P »

(Rapport d'information fait au nom de la mission comme information des dispositifs de formation professionnelle – Sénat – 2007- page 34)

Toujours selon ce rapport, il est clairement dit « Si des rapprochements sont mis en œuvre entre les ministères concernés, afin d'établir des équivalences ou reconnaissances de titres, les cloisonnements entre les filières de formation restent encore un obstacle à la construction de parcours cohérents. Tel est notamment le cas de la filière sanitaire et sociale, dans laquelle il existe des besoins de recrutements massifs. En effet, les résistances des appareils de formation font que les avancées sont lentes Il s'agit notamment d'offrir des débouchés aux diplômés du B.E.P « carrières sanitaires et sociales » délivrés par l'Education Nationale, alors que ceux-ci de l'avis de M. Jean-Paul Denanot, président de la commission formation professionnelle A.R.F, « ne débouchent sur aucun métier ».

Comme dans tout, trop tue. Trop de diplômes tue la valeur du diplôme. Trop de diplômes spécialisés pour des métiers dans le commerce, la restauration,

technologiques et professionnels est encore pire. Seulement 39% des premiers réussissent à décrocher un D.E.U.G. Un taux qui descend pour les seconds à 17% !

l'hôtellerie, et les services aux personnes ferment la porte à l'emploi. Il est inutile de demander à une femme de ménage (pardon – technicienne de surface) d'avoir un diplôme. Une simple formation d'une journée suffit, afin de lui apprendre les gestes qui lui éviteront un mal de dos, ainsi que certaines règles de sécurité. Il faut laisser la porte ouverte au « droit au travail ». Nous avons besoin de grands patrons, de « cerveaux » dans la recherche et les techniques de pointe, mais nous avons encore plus besoin de chefs d'entreprises de P.M.E, P.M.I et d'entreprises individuelles, ainsi que de « bras » et là, ce sont surtout les compétences pratiques du terrain qui sont nécessaires, plus que les diplômes.

Si on y regarde de plus près, chacun de ces titres, de ces C.Q.P, C.A.P, B.A.C, B.T.S, D.E.U.G ont des points communs. Mais vous ne pouvez exercer le métier que vous avez choisi en formation initiale, ou plus tard en formation continue que si vous avez le diplôme ou titre correspondant.

Or, si tous les programmes menant à des diplômes ont des points communs, par conséquence :

- Tous les diplômes ont des points communs.
- Tous les diplômes ou certificats peuvent être découpés en Unité de Valeur représentant un point commun.
- L'Unité de Valeur est sanctionnée par un examen, qui peut être un Q.C.M informatisé, un examen oral, pratique, écrit, ou conjuguant plusieurs étapes, suivant le niveau et les besoins.
- La totalité des Unités de Valeur donne l'acquisition du diplôme s'y référant.

Pour conclure : Il est tout à fait possible d'adapter à tous les élèves tous les programmes d'enseignement pouvant être découpés en Unité d'Enseignement²⁰ aboutissant à des Unités de Valeur permettant par compilation l'obtention d'un diplôme

Ce qui permet tout au long de notre vie, au bout d'un temps plus ou moins long de formation, donné par l'enseignement ou la pratique, de se présenter en candidat libre à une Unité de Valeur. L'Unité de Valeur serait ainsi inscrite sur son portefeuille de compétence, la totalité enregistrant soit un diplôme, soit une compétence nécessaire pour exercer une profession en adéquation avec le nombre des Unités de Valeur, ce qui donne plus de chance de trouver du travail.

Ainsi, une entreprise recherchant du personnel, pourrait sans exiger un diplôme complet s'en tenir aux Unités de Valeur en adéquation avec les compétences nécessaires ou recherchées et l'offre d'emploi offerte. Par exemple, il n'est pas obligatoire de connaître l'anglais pour être expert-comptable dans une entreprise

²⁰ Le projet pédagogique de l'unité d'enseignement : ce projet, élaboré par les enseignants de l'unité d'enseignement, constitue un volet du projet de l'établissement ou service médico-social, ou du pôle de l'établissement de santé. Il est élaboré à partir des besoins des élèves dans le domaine scolaire, définis sur la base de leurs projets personnalisés de scolarisation. Il s'appuie sur les enseignements que ces élèves reçoivent dans leur établissement scolaire de référence défini à l'art D. 351-3 du code de l'éducation ou dans l'établissement scolaire dans lequel ils sont scolarisés afin de bénéficier du dispositif adapté prévu par leur projet personnalisé de scolarisation.

<http://www.education.gouv.fr/cid24428/mene0903289a.html>

travaillent uniquement avec la métropole, mais celui-ci est indispensable pour un expert-comptable travaillant dans une entreprise d'import export.

Toute notre vie nous avons besoins de réactualiser nos savoirs, ou d'en apprendre d'autres. Les technologies et les sciences progressent tellement rapidement que nous sommes souvent laissés sur le bord du chemin. Mais il ne suffit pas de réactualiser les parcours professionnels, la culture générale est aussi indispensable. Si l'illettrisme progresse tellement dans les pays industrialisés, c'est justement parce qu'on privilégie auprès des classes dites laborieuses les formations professionnelles, au détriment des savoirs de bases, qui, s'ils ne sont pas opérationnels tous les jours, sont vite oubliés. Même une langue maternelle non pratiquée dans un pays étranger pendant un certain nombre d'années s'efface de notre mémoire. Il suffit de réactualiser ce savoir pour qu'il nous revienne, alors qu'il était enfoui au fond de notre mémoire.

Nous avons tous des compétences, pouvant et devant, d'une manière ou d'une autre être reconnues. On peut échouer à un examen, se tromper de filière, mais on a toujours des compétences acquises. Il serait donc plus simple et surtout plus efficace de comptabiliser ces compétences et ces savoirs et savoir-faire en Unités de Valeur. De cette façon, on se rapproche beaucoup plus du travail et de l'entreprise. Ne pas oublier que la finalité première du diplôme est de trouver un emploi. Les Unités de Valeur auront permis de travailler, d'acquérir les compétences sur le terrain. Les Unités de Valeur, quelles aient été obtenues pendant la scolarité ou tout au long de la vie auront les mêmes valeurs. Il n'y aura plus aucune différence entre formation initiale et formation continue

En conclusion, on en revient au portefeuille de compétence composé d'unités de valeur et de compétences que nous accumulons tout au long de notre vie. Une certaine quantité d'unités sont engrangées par la formation initiale, puis ensuite, soit par l'expérience, soit par la formation. Certaines ont un besoin de réactualisation en fonction de nouvelles technologies ou réglementations. Certaines peuvent ne rien avoir à faire avec le métier ou la profession que l'on exerce, mais sont un plus de notre expérience qui enrichissent notre savoir. Ce sont souvent des passions ou hobby accomplis en dehors de notre travail, devenues des plus pour notre personnalité, qui peuvent nous faire évoluer vers d'autres choix d'emploi ou infléchir notre parcours de vie.

Le droit au travail²¹

A ne pas confondre droit AU travail et droit DU travail. Ici, on va parler du droit au travail, qui est un des droits fondamentaux de l'Homme.

Pour quelques uns, le travail est une drogue, pour d'autre une nécessité, pour d'autres encore un choix. Mais pour tous c'est un droit que l'on ne peut nous refuser sans porter atteinte à l'intégrité de l'individu, puisque c'est celui qui va lui

²¹ Pour des raisons de non répétition, le développement sur le droit au travail renvoie au tome II, réflexions qui abordent des chapitres sur le développement soutenable, à la fois économique, social, financier et environnemental.

permettre de se nourrir, donc de vivre. Il arrive dans l'existence que pour des raisons physiques ou psychiques, l'individu soit dans l'incapacité d'exercer ce droit. C'est alors à la société de l'aider, non seulement en le prenant en charge, mais aussi en l'aidant à exercer dans les possibilités de ses capacités, ce droit inaliénable.

Nous travaillons ! Mais avons-nous la liberté du choix ? Ceux qui subissent leur travail ont-ils le choix de faire ce qu'ils ont envie, de vivre comme ils veulent ? S'il est vrai qu'il faut travailler pour se nourrir, dans notre société française de mauvais arguments nous sont donnés pour nous motiver, comme par exemple : si on n'a pas de contrat de travail à durée indéterminée, autrement dit indéfinie (C.D.I), encore moins de fiches de paie, on n'a pas de statut social, à moins d'avoir un gros compte en banque. Pas de droit au logement, puisqu'on ne peut fournir de fiches de paie. Pas de travail s'il n'a pas de logement. Et encore moins de droit au crédit, d'accès aux soins, de retraite.... Se servir du contrat de travail comme d'un moyen de pression a été mis en place par les hiérarchies du pouvoir ainsi que par le pouvoir de l'argent pour lui donner encore plus de pouvoir.

Lorsque la gauche a mis en place les 35 heures, il nous a été expliqué qu'outre le fait qu'il fallait partager le travail, nous entrions avec les R.T.T dans la société dite « de loisirs ». Celle-ci s'ajoutant à la société de consommation doit nous apporter tous les bienfaits. Mais est-ce vraiment des loisirs lorsqu'on ne peut accéder, pour des raisons financières, à ces fameux loisirs. Que l'on stresse parce qu'on ne peut joindre les deux bouts aux fins de mois. Que l'on vit dans des grandes cités qui ressemblent à « des cages à lapins » Si les habitants des grandes villes travaillent moins, certes, il faut ajouter à leurs heures de travail, le temps passé dans les transports, ce qui pour eux, est équivalent. En 2008, le slogan du gouvernement a été « travailler plus pour gagner plus » afin de « redonner aux français le goût du travail » ! Comme si nous l'avions perdu ! Ce n'est pas le goût du travail que nous avons perdu, c'est le travail.

Or du travail, il y en a pour tout le monde. Tous les jours, nous entendons qu'il manque de personnel dans la police, dans les hôpitaux, à l'éducation nationale, dans les entreprises. Ce n'est qu'une volonté politique. Vouloir réduire le chômage est un vœux pieux, vouloir créer du travail n'en n'est pas un. C'est faisable. Pour cela il suffit de changer de poste les enveloppes du budget, c'est-à-dire réformer la fiscalité, les dotations aux subventions et les aides sociales. (*Voir le chapitre sur les réformes budgétaires*)

Dernier volet de notre parcours : la retraite

Tout individu a droit de vivre décemment ces « vieux jours ». Mais est-ce une raison pour obliger un salarié à prendre sa retraite à un âge imposé ? Là aussi, il n'y a pas d'égalité pour tous, pas de liberté de choix pour certains. Un indépendant, un artiste, peut continuer à travailler. Pas un salarié. Tout le monde ne peut pas se retirer de la vie active à plein temps au même âge. Premièrement, parce que c'est un choix que l'on a le droit de faire. Secundo, c'est oublier la pénibilité ou le danger d'un travail. Certains travaux « de force » sont pénibles, pourtant si on regarde de plus près, la somme de travail n'est-elle pas aussi pénible pour une

femme seule ayant charge d'enfant avec plus de trois quart d'heure de transport/aller plus le retour pour assumer un emploi de secrétaire.

L'âge du « retrait de pénibilité », qui n'est pas la même chose que la retraite, doit aller de pair avec le seuil de tolérance physique (ou de pénibilité) du travail que l'on a effectué. Certains métiers ne devraient pas pouvoir être exercés au-delà d'un certain âge, mais être transformé en un travail plus administratif ou permettre de devenir tuteur des jeunes travailleurs, les former, leur passer l'acquis des expériences d'une vie et d'un métier. Transmettre ce savoir et ce savoir-faire, qu'il soit rémunéré, le droit au travail est là pour cela. Transmettre ce savoir est un bienfait pour l'entreprise, l'état et la société. Ne plus faire un travail pénible, avec des heures décalées, oui, mais pourquoi ne pas transformer à l'exemple des sportifs qui se recyclent en commerciaux, animateurs, coachs, professeurs, etc...

Sous prétexte qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, qu'il faut laisser la place aux jeunes, on coupe l'individu du monde du travail, de la société, on l'enferme sur lui, sur la pensée qu'« il lui reste X années à vivre ! Pourquoi ne pas lui laisser la liberté de continuer à travailler, à avoir la sensation d'être utile, à ne pas devenir un « laisser pour compte ». C'est le meilleur remède à la maladie, au stress. Donner le droit à une retraite active.

Dans la gouvernance, autant française qu'européenne ou mondiale, on a le tort de prendre problème par problème, de ne faire que des réformes qui sont des colmatages de brèches, sans regarder ce qui se passe autour. Ni le pourquoi, ni ce que l'on veut !

Retraite et santé vont de pair. Les personnes âgées nécessitent certes, plus de soins, de prise en charge, mais on arrive aussi plus âgé parce que l'on s'est mieux soigné. La santé comme les retraites sont devenues des enjeux politiques sur lesquels gauche et droite se chamaillent. Pourtant, tous sont d'accord sur le fait qu'il faut réformer ces mastodontes qui grèvent le budget de l'état. La population européenne vieillie. La France n'échappe pas à cet état de fait.

Ce n'est pas dans l'obligation de prendre sa retraite tous au même âge, que se situe l'égalité de répartition que doit assumer l'Etat, mais dans les revenus qu'elle procure. On parle de retraite par répartition, alors expliquez-nous comment certaines personnes ont des retraites pharaoniques payées par « répartition ! », alors que des personnes âgées ayant travaillé toute leur vie ont des retraites qui ne leur permettent pas de payer leur loyer et de vivre décemment. Où est la répartition des cotisations ? Parce que les cotisations des salariés payent les retraites actuelles ? Finalement, nous n'avons jamais cotisé que pour nous-mêmes. Puisque nos retraites sont calculées sur ce que l'on a cotisé. Cela nous a fait penser au système Madoff, qui payait les intérêts avec l'argent des nouveaux actionnaires.

▪ *Pensions et retraites*

Ce que les syndicats appellent « les acquis sociaux » durement gagné contre le patronat et les pouvoirs en place à coup de grèves et de manifestations doivent eux aussi être réformés par manque de finances dans les caisses.

Il faut se rappeler qu'après la faillite du régime par capitalisation suite aux différentes crises monétaires entre 1910 et 1941, les régimes par répartition sont créés par le régime de Vichy.

En 1945, avec une retraite à 65 ans, l'espérance de vie était de 65 ans les comptes devaient être équilibrés!

En 2009, l'on prend sa retraite en moyenne à 60 ans alors que l'espérance de vie est de 77 ans pour les hommes et 84 ans pour les femmes²². Deux propositions se sont affrontées, l'une souhaitant allonger l'âge de mise à la retraite, l'autre portant sur l'augmentation conséquente des cotisations. Or, d'une manière ou d'une autre, depuis sa création, entre la montée du chômage et la moyenne d'âge qui a progressé, et le fait que l'on prenne sa retraite plus tôt, on ne pourra les équilibrer de façon raisonnable par aucun de ses moyens.

L'été 2010, la grogne manifestée contre la réforme des retraites aura mis en exergue deux faits dont le plus important est celui des injustices et des inégalités relevant du parcours du salarié et celui du nombre de régimes spéciaux des retraites.

Alors ? Comment faire ?

On ne peut attendre d'avoir comme en 1945, l'âge de mourir pour toucher une « pension ». Nous préférons le terme de pension à celui de retraite, terme de vocabulaire qui donne à penser que l'on se retire de la vie.

Il faut garder une distinction comme cela existe actuellement entre retraite de base et retraite complémentaire avec une « pension d'état » et une « pension complémentaire »

Tout individu bénéficiant de la « reconnaissance sociale » a droit à un minimum vital qui est le « seuil de tolérance »²³ adéquat, car si nos besoins ne sont plus les mêmes, ils sont aussi importants. Ainsi l'état verserait par répartition à tout citoyen de plus de 65 ans, une pension de base d'un montant identique pour tous.

Diverses mesures budgétaires permettant de financer de manière durable ces retraites.

Il faut toutefois garder la liberté de choisir l'âge de son départ réel à la retraite. Chacun ayant la liberté de compléter la pension de base par une pension complémentaire. Ce qui était l'idée originelle de la retraite complémentaire. Tout adhérent à un organisme paritaire peut tout au long de sa vie cotiser pour se constituer une retraite complémentaire. Ainsi, les régimes spéciaux par l'intermédiaire des retraites complémentaires pourront subsister.

Ainsi pour résumer l'on pourrait :

- toucher la pension d'état à partir de 65 ans
- toucher une retraite complémentaire avant 65 ans
- cumuler la retraite complémentaire et un travail à temps partiel ou à temps plein avant 65 ans

²² http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTF02216

²³ Voir Cahier II : définition du seuil de tolérance

- cumuler un travail et la pension de l'état à partir de 65 ans
- toucher la pension d'état et une retraite complémentaire à partir de 65 ans
- toucher la pension d'état, sa retraite complémentaire et continuer à travailler

Tout est envisageable pour le futur retraité lorsqu'il a le choix, et que les structures mises en place le permettent.

Un état d'esprit

Qui est solidaire ? Acquérir la nationalité française

Qui est solidaire ? Qui va en profiter ? Au niveau mondial, nous sommes tous dans l'obligation de devenir solidaires. Tout au moins pour la conservation de notre environnement et la répartition des énergies et de l'agriculture. Au niveau de la France, il ne faut pas être hypocrite. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Ou tout au moins, pas les accueillir pour en faire des exclus, et des citoyens qui ne souhaitent pas s'intégrer à notre système. En effet, quelqu'un qui est en France depuis vingt ans, qui profite du système et qui garde sa nationalité ou qui à une double nationalité sans que certains accords soient passés entre états, est-il quelqu'un qui est seulement ici pour profiter ou parce qu'il aime la France ? Seuls, les français pourront profiter de ce système solidaire. Mais acquérir la nationalité française devrait pouvoir se faire très facilement. Demander la nationalité française, signifie que l'on aime et souhaite intégrer la France, que l'on adhère à ses idées, à son mode de fonctionnement. Que l'on est prêt à se battre pour les défendre. Etre français signifie que l'on est libre, égaux, solidaire.

Lutter contre l'immigration clandestine, c'est lutter contre l'exclusion, contre la pauvreté, Accorder la nationalité française, c'est lutter contre la violence, la discrimination, mettre tout le monde sur un pied d'égalité, avec des droits et des devoirs identiques. C'est permettre à tout le monde de marcher la tête haute.

Il y a toujours des exceptions.

- Les personnes qui travaillent en France avec des contrats d'entreprises installées à l'étranger, bénéficient des avantages de leur pays. Pour eux, il n'y a pas de problèmes, ils repartent avec leur famille lorsqu'ils ont terminés leurs contrats ou ils restent et continuent à bénéficier des droits et devoirs de leurs pays respectifs.
- Les européens faisant partie de l'Union Européenne. Les accords signés pour la libre circulation leur permettent de vivre et de travailler en France sous certaines conditions.

La socialisation des « étrangers »

Il ne faut pas éviter les sujets qui fâchent. Je préfère parler ici de socialisation que d'intégration, parce que la socialisation nous parle ici de l'éducation à des coutumes et des mœurs.

Le problème de l'intégration n'est pas un problème racial, mais un problème social. Lorsqu'un magrébin, un noir, un asiatique sont d'un niveau social élevé, ils ont les

mêmes problèmes que les français « blancs ». C'est un problème social qui est à l'origine du racisme en France. Entre 1959 à 1968, nous avons eu un Président du Sénat, puis au Conseil Constitutionnel un petit-fils d'esclave qui était « noir ». Monnerville ! Cela ne gênait personne. Il était français ! « Grand porte-parole des Droits de l'Homme en France, Gaston Monnerville fut l'un des meilleurs orateurs français sous trois Républiques²⁴ » Les magrébins, les noirs se sentent visés alors que les français de souche (nous le sommes à partir de trois générations) le sont autant, si ce n'est plus à cause de la discrimination positive, lorsqu'ils ont des problèmes de présentation, d'instruction, d'éducation.

Il est plus que normal que les français aient tous les droits puisqu'ils en ont les devoirs. Nés en France, ils auront toute leur vie pour se socialiser, s'éduquer, choisir leur parcours de vie et prendre leur retraite. Mais, ceux qui arrivent dans notre pays, qui ont envie d'y vivre, parce qu'ils fuient le leur pour des raisons de pauvreté, de politique, ou personnelle, pourquoi en profiteraient-ils, direz-vous ? Il suffit que les étrangers qui souhaitent acquérir la nationalité française, qui ont une culture différente de la notre adoptent nos idéaux. Il n'est pas question de les transformer, et de les intégrer au point qu'ils perdent la notion de leurs racines. Ce qui fait la force de la France, c'est la France des régions, sa diversité du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

C'est leur faire prendre conscience que pour vivre en bonne harmonie, nous avons certains codes et que ces codes, tout le monde les respecte. Que la liberté s'arrête où commence la liberté de l'autre. Que le français est la langue nationale et que notre première obligation est de la parler, de la lire et de l'écrire. Que nous sommes dans un état laïc, que nous respectons toutes les religions, mais que ce droit est un droit moral, non vestimentaire. Que le droit est le même pour tout le monde et que nul n'est censé ignorer la loi.

C'est leur faire prendre conscience que nous avons un sens particulier de l'humour, qui n'est pas forcément le leur, et qu'il ne faut pas qu'ils s'en vexent. Que l'on arrive à rire de choses graves, parce que nous sommes comme cela, parce que les chansonniers se moquent bien de la politique et des politiciens, parce que l'on raconte des blagues sur les blondes. Et que s'ils décident de prendre la nationalité française, c'est qu'ils sont conscients de tout cela, et surtout conscients, que nous les français, si nous leur souhaitons la bienvenue, si nous leur faisons une place, si nous les respectons en tant qu'individus, nous n'avons pas envie de changer. Que nous aimons la bonne bouffe, le bon vin, que nous ne sommes pas contre l'union libre, les familles recomposées, que nous aimons râler, contester. En deux mots, que nous aimons la Vie, notre Vie.

Une France laïque

La liberté de penser est aussi la liberté de pratiquer sa religion. Mais encore une fois, on confond cause, problème et conséquence. Gardons précieusement notre tolérance. Nous sommes un des rares pays au monde, à croire que nous n'avons pas de religion ou d'idéologie d'état. C'est seulement en 2007, que l'Irlande a cessé les

²⁴ Réf. : http://fr.wikipedia.org/wiki/Gaston_Monnerville

guerres de religions entre catholiques et protestants. Aux Etats-Unis, il a été, de bon ton, pendant presque deux siècles, que le président soit protestant, Kennedy étant une exception, même si ce n'est pas écrit. Le cinéma a permis que l'on envisage d'avoir un président noir. Le communisme est une religion d'état, puisqu'il nie la religion. Nous sommes, disons nous un état laïque, mais rien n'est moins « laïc » que le quotidien auquel nous tenons. Nous vivons dans l'incohérence. Le dimanche, jour de repos, est catholique. Les jours fériés, comme Pâques, Pentecôte, Noël, sont des fêtes religieuses. Tous les présidents de la République française sont nommés « chanoine honoraire » de la basilique de St Jean de Latran par le pape. Trois chefs d'Etat de la V^e République sont allés à Saint-Jean-de-Latran en prendre possession : le général de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Nicolas Sarkozy suit aujourd'hui leur trace. Georges Pompidou et François Mitterrand ont accepté la charge, mais ne se sont pas allés à Rome pour « s'installer » formellement dans le chapitre. Le président y est représenté par un chanoine, prêtre de la communauté française de Rome, actuellement Mgr Louis Duval-Arnould.

Les affaires de l'état ne sont pas celles de Dieu, et celles de nos croyances ne sont pas celles de l'état. « Rendez à César, ce qui est à César et à Dieu, ce qui est à Dieu » Mais à ne pas avoir de religion d'état, et pour que la laïcité soit vraiment respectée, il faudrait justement en avoir une : l'œcuménisme. C'est la seule façon d'être réellement anti-raciste. Parce qu'en réalité nous avons tout amalgamé. Religion et couleur. Comme pour la solidarité, qui est l'affaire de chacun de nous, l'état se doit de l'organiser. C'est une part importante de notre individualité, elle fait partie ou non de notre quotidien. Dans un état même laïque, ou au contraire, surtout laïque, nous ne pouvons l'ignorer. On a deux possibilités ; soit admettre que toutes les églises aient leurs lieux de cultes et ainsi organiser l'œcuménisme, soit se retourner vers une religion d'état, qui est celle de la négation, ainsi que l'avait décrété le communisme, et qui tolère seulement les autres religions, les ignore ou les interdit.

Là aussi, on arrive au libre choix de l'individu. Or, si on veut éviter les dérives de l'intégrisme, qu'il soit catholique, musulman, protestant, juif, ou nouvellement des sectes, il faut l'organiser. Qui dit organisation sur un territoire, dit état. Si Marseille à moins de problèmes raciaux qu'ailleurs c'est grâce à l'association « Espérance » qui y ait pour quelque chose en ayant réuni les principales religions afin qu'elles puissent travailler ensemble à la paix sociale.

La préférence nationale

On ne peut partager que ce que l'on a, et pour l'instant c'est la dette nationale qui ne fait que s'aggraver tous les jours. Il va falloir pourtant se bouger face à la démographie galopante de notre planète. On ne peut rester dans l'attentisme d'une nouvelle crise bien plus grave que celle qui vient de nous toucher. Pour accueillir les clandestins qui seront de plus en plus nombreux, fuyant guerre, famine, misère, il faut avoir des structures qui vont les aider soit à devenir français, soit à leur donner les moyens de retourner chez eux avec la possibilité d'aider leurs pays, c'est-à-dire les former pour devenir des cadres ou des artisans de haut niveau.

Oui, il est question ici de préférence nationale. Parce que je pense que la meilleure façon d'intégrer une immigration ayant des origines différentes est de lui donner un but, un idéal, des droits et des devoirs communs aux autochtones. Que l'on s'appelle Sarkozy, Moreau, de Weerd, ou Bussmann, nous avons tous des origines étrangères. C'est ainsi que s'est créé notre pays et nous en sommes fiers, comme les Américains le sont du leur. Alors pourquoi renier ce qui a fait ce que nous sommes, l'adoption à une nation qui nous a accueillis, instruit et permit par l'élection de la représentation du peuple de le gouverner.

Pour résoudre une crise de l'ampleur internationale comme celle que nous vivons, il nous faut être INNOVATEUR, CREATEUR, REFORMISTE. Actuellement, lorsqu'on parle d'innovation, on pense immédiatement inventions techniques, prise de parts de marché, économie et taux de croissance. La nouveauté n'est pas forcément une « denrée » de plus pour consommer. Il nous faut créer de nouveaux objectifs, un nouveau mode de pensée et de vie. Ne pas avoir peur du changement, des objections. Il y aura toujours des critiques et elles sont plus que nécessaires. Elles sont vitales. Cela signifie que, premièrement on est écouté, deuxièmement, qu'on intéresse, troisièmement, que le sujet peut être amélioré. Que ceux qui nous écoutent ne sont pas indifférents au sujet.

C'est à ce prix et à ce prix seulement que nous serons une grande nation respectée.

Les 20 prochaines années seront les plus dangereuses pour l'humanité. En 2030, nous devons avoir solutionné les problèmes d'énergie, de pollution, de pauvreté dans le monde, sinon nous entrerons dans un siècle de violence avec un scénario catastrophe, pour l'appropriation des énergies fossiles et de l'agro-alimentaire.

Les français se croient depuis 60 ans dans une ère de paix, sans guerre à l'horizon. S'il est vrai que la guerre telle que l'ont connu nos grands-parents n'existe plus, elle s'est transformée en guerres civiles qui n'osent pas dire leurs noms, en guérillas, en manipulations d'informations, en spéculations financières, en placements de fonds à travers des sociétés écrans, en économie parallèle. Ces guerres qui ont pour but de détruire des civilisations, de donner la suprématie à des dictatures qui, elles non plus, ne se nomment pas déjà commencé en arrière-plan. Virus, chevaux de Troie, faux sites bancaires, attaques terroristes, destruction par l'intermédiaire de la drogue, de la corruption. On se sert des dieux, (qu'ils soient païens ou divins) comme prétextes et incitations. Ce sont des guerres sournoises, mais qui existent. On dit que l'argent est le nerf de la guerre, cette fois ci, il en est l'arme.

Sommes nous devenus inconscients, ou tout simplement croyons-nous que la crise mondiale que nous vivons, soit une fatalité devant laquelle nous sommes impuissants, alors que nous avons en main toutes les cartes pour changer la donne ; politiques, humanitaires, économiques. Comment ne peut-on dépasser les enjeux de l'individualisme et des nationalismes ? Comment, à notre époque, alors que l'Homme a marché sur la lune, ne peut-on dépasser ce stade ? Que peut-on faire pour y remédier ! Est-ce une solution politique globale ou un engagement de chacun de nous ? A une moindre échelle, des scandales, dont certains récents, comme celui des enfants du Darfour, nous ont montré que nous avons le cœur, mais pas la bonne méthode. Qu'une mauvaise décision, engagée dans l'urgence, sans réflexion, sans négociation, pouvait être plus néfaste que l'absence de

solution. Ne pas penser que si on colmate les brèches, on a résolu le problème. On recule pour mieux sauter. Afin d'éviter cela, mieux vaut nous assurer une transition vers des solutions positives, car tout ne se résout pas en un jour, ni en six mois. Il va falloir éviter des révolutions, si ce ne sont des guerres fratricides. Ne reproduisons pas les erreurs historiques. »
